

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 30 F

BIMESTRIEL N° 49 — JANVIER-FEVRIER 1990

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 49
JANVIER-FEVRIER 1990

Publication des
Edtions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
R. CARRE
J. CUCARULL
Ch. JACQUIER
Th. MARICOURT
J.L. PANNE
J. PAPP
G. POTVIN
G. RAGACHE

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les manuscrits ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette revue sont
résumés et indexés dans HISTORICAL
ABSTRACTS and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Décidément, c'est bien une révolution que l'Est préparait alors même que nous célébrions le Bicentenaire de la nôtre. Révolution jusqu'ici sans effusion de sang, ce qui a donné une allure de fête à ces déploiements de foules, triomphant apparemment sans résistance d'Apparatchiks en place depuis des décennies.

Jour après jour, nous avons pu suivre la progression des événements par la radio, par la presse, par la télévision. Et voilà une différence essentielle avec les grands mouvements du passé : il fallait alors des jours, des semaines, voire des mois pour que parvienne en Allemagne, en Angleterre, en Amérique la nouvelle de la prise de la Bastille ou celle de la mort de Louis XVI. Les décisions prises par les responsables du temps se ressentirent à coup sûr d'un tel décalage. Nous, nous avons pu voir "en direct" la pioche portée sur le mur, la déconfiture des dirigeants communistes, les larmes de joie des manifestants. Cette diffusion immédiate et universelle des faits leur donne tout de suite une autre solidité, un ancrage de "non retour" dont ne pouvaient bénéficier les péripéties de la Révolution française.

Mais aussi, quel risque de déformation de l'information ainsi livrée à chaud; déformation due à la recherche de l'effet par les médias ou due à la différence de réceptivité de chacun, peu importe : il faut y rester attentif. Et donner à la réflexion le temps naguère demandé par la transmission.

Mon grand-père avait la curieuse habitude de lire les journaux avec un an de retard. Cela l'amusait beaucoup. Sans tant attendre, prenons le temps de digérer "les nouvelles". Car il faut en ce moment beaucoup d'estomac pour les assimiler.

Georges POTVIN

Aidez-nous à nous faire connaître ! *p.31*

GAVROCHE
une revue indépendante

La revue d'histoire populaire Gavroche est indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements.

1ère de couverture : LE GAMIN DE PARIS AUX TUILERIES : Christi !... comme on s'enfonce là-dedans. Lithographie de Daumier (1848).
4ème de couverture : Reproduction du célèbre "Chant des ouvriers" écrit par Pierre Dupont dès 1816.

DAUMIER Le révolté au grand cœur



Portrait de Daumier jeune, par Jeanron.

Quelques admirateurs célébrèrent, en février 1908, le centenaire du grand artiste que fut Honoré Daumier. Le 9 août de la même année, à l'invitation de M. Bescherelle, maire de Valmondois, un groupe d'artistes et d'écrivains rendit hommage à celui qui vécut là ses derniers jours dans la maison que Corot lui avait achetée. Le 11 février 1929, la Municipalité de Paris inaugura une plaque commémorative sur l'immeuble du 9 quai d'Anjou où Daumier habita de 1846 à 1863. Cette plaque avait été apposée par les soins de la Société des Dessinateurs Humoristes.

Ainsi, l'opinion bourgeoise avait quelque peu tardé à élever Daumier à son rang. Il fallut attendre toutes ces années pour reconnaître le talent de ce génial visionnaire dont pas un instant "l'idée de la gloire ne semble avoir effleuré l'âme" (1); de celui qui s'éleva contre la royauté bourgeoise de Louis-Philippe, l'intolérance impériale ou les jésuites de l'assemblée de Versailles, de celui qui sublima les révolutions de 1830, 1848 et 1871, en un mot de Daumier le Révolté.

(1) d'après Claude-Roger Marx.

— Il paraît décidément que mon gaillard est un grand scélérat... (Les gens de justice)



Les débuts

Daumier était un enfant du peuple. Il naquit à Marseille le 26 février 1808. Jean-Baptiste Daumier, son père, simple vitrier mais aussi poète, vint bientôt s'établir à Paris pour y chercher fortune. Là, Honoré fut placé comme clerc chez un huissier. Il en conservera une violente aversion pour les *gens de justice* qu'il stigmatisera plus tard si cruellement. Après un court passage comme commis de librairie, il prit ses premières leçons chez Alexandre Lenoir, le fondateur du *Musée des monuments français*, qui avait trouvé chez le jeune homme une indiscutable vocation pour le dessin. Las de ce travail fastidieux, Daumier découvrit alors la lithographie et surtout le dessin irrévérencieux des Pigal, Henri Monnier, Grandville ou Decamps. Avant de devenir le "Grand" Daumier, il gagna sa vie en plaçant pour son propre compte, des alphabets et des sujets de romances qu'il lithographiait pour la bonne bourgeoisie. A cette époque, vers 1828, il suivait assidûment les cours de l'académie tenue par Boudin, s'initiant à l'étude du corps humain et gagnait son premier argent en réalisant une enseigne de sage-femme. Confronté aux duretés de la vie, son esprit vif et son goût de la liberté le rangeront du côté de ceux qui désobéissent.

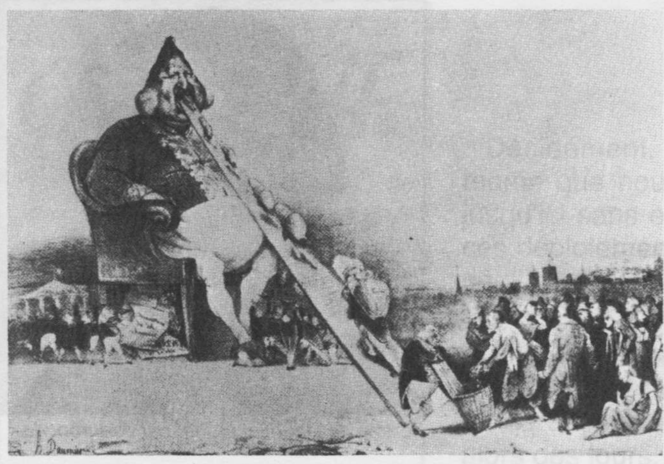
Et bientôt, en 1830, les "Trois Glorieuses" permirent à une génération avide de liberté de se révéler. Daumier, républicain dans l'âme, résolut de se consacrer à défendre, à sa manière, cet idéal de liberté, d'humanité et de justice qui jamais, en lui, ne s'éteindra.

La monarchie de juillet

Louis-Philippe Ier, le roi des Français, avait succédé au roi de France Charles X qui s'était enfui en Angleterre. La presse, jouissait à ce moment d'une relative liberté d'expression; elle allait

Louis-Philippe et Monsieur Thiers, caricature à propos du vote des fonds secrets.





Gargantua

prendre la suite des barricades pour conquérir de nouvelles libertés, car le parti républicain, animé par Arago, considérait Louis-Philippe d'Orléans comme un usurpateur, et des feuilles comme *Le Mouvement* d'Achille Roche, *La Tribune* de Germain Sarrut, *La Révolution de 1830* de Reybaud et Thouret, *Le National,* d'Armand Carrel, attaquaient avec une violence inouïe le nouveau monarque.

Honoré Daumier, qui publiait déjà dans *La Silhouette* de timides dessins inspirés de Raffet, se consacrera alors au dessin politique. Il croque *Les victimes de la Révolution,* puis *Pauvres moutons ! Ah ! vous aurez beau faire, toujours on vous tondra !* où l'on voit Louis-Philippe en berger tondant avec ardeur des moutons à cocarde révolutionnaire. La célèbre maison Aubert lui édita une série de planches dont une page remarquable, *Le Patrouillotisme chassant le patriotisme au Palais-Royal,* allusion aux événements du 22 décembre 1830. Cette planche attira l'attention du républicain Philipon, le directeur de *la Caricature* qui engagea Daumier sur le champ. Ses planches, qui parurent d'abord sous le pseudonyme de Rogelin, voisinèrent avec les textes d'Honoré de Balzac, et c'est là que s'exprima sa véritable personnalité : il raille avec une bonhomie retoutable et s'élève contre l'hypocrisie et l'injustice de ce monde.

Les masques de 1831, qui étaient des portraits-charges d'hommes politiques, remportèrent un très grand succès; ils furent la plus terrible des satires contre les laideurs physiques et morales des bourgeois profiteurs de 1830 : Royer-Collard en mannequin vêtu d'une défroque de pair de France, Guizot, au col haut et solennel, Thiers, avec son air de fouine. Une série de caricatures sur le roi, sa famille et ses ministres fit grand bruit et finit par inquiéter le pouvoir. Philipon, dans *La Caricature,* réjouit la France entière lorsqu'il représenta les phases de la métamorphose de la poire, devenant, à l'aide de quelques traits, la tête même du roi. C'est alors que commença la répression, et Philipon de dire : "Au lieu de pépins, la poire donne des amendes !...".

Portrait de Daumier sous le second Empire.

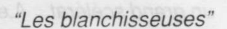
C'était un homme de forte carrure, à la tête un peu grosse, au nez retroussé, au front haut et large, aux cheveux longs et rejetés en arrière et à la barbe en collier, selon la mode du temps. Au premier abord il évoquait ces bons bourgeois qu'il peignait avec tant d'acuité, mais son regard spirituel et doux, d'une force de pénétration extraordinaire, sa bouche fine et gracieuse donnaient à sa physionomie, où rayonnait une grande bonté, un caractère bien particulier. Il était gauche et timide; mais d'une timidité stupéfiante, d'une timidité qui n'avait d'égale que sa générosité, demeurée légendaire.

Extrait du livre de Carlo Rim : Honoré Daumier, page 39.

A Sainte-Pélagie

Et le 30 août 1832, on arrêta Daumier, condamné à six mois de prison et 300 francs d'amende pour la caricature intitulée : *Gargantua.* Cette planche représentait le roi, ventripotent, assis sur un fauteuil percé et dévorant à belles dents les pièces d'or que lui déversaient des personnages dont leurs hottes étaient pleines et qui se transformaient, une fois digérées, en une avalanche de décorations, brevets, bâtons de maréchaux, avidement recueillis. Mais le sursis qu'il avait obtenu lui fut supprimé lorsqu'il eut l'audace de faire paraître *Les Blanchisseuses,* lithographie dans laquelle le préfet de police Gisquet était représenté lavant le drapeau tricolore en compagnie d'Argoult et du maréchal Soult, en se plaignant de ne pouvoir faire partir "ce diable de rouge".

Maintenant Daumier, qui purge sa peine à Sainte-Pélagie, sera tout à fait célèbre. On entassait alors les prisonniers politiques dans les divers corps de la prison. Armand Marrast l'un des détenus raconte que le soir, peu avant "l'heure des verrous", tous les républicains disaient leur "prière du soir" : "A la tombée du jour, les prolétaires détachent respectueusement le drapeau tricolore, l'accompagnent dans la cour et se placent en cercle autour de lui. Tous les républicains descendent, réunis par la religion de l'égalité, et, venant avec joie lui rendre hommage, tous placés au hasard, s'animant au souvenir d'un autre temps, et répétant en choeur les inspirations de nos poètes révolutionnaires. Un des assistants entonne le *Chant du Départ*; bientôt toutes les voix s'élèvent de concert pour en répéter le refrain. On passe ensuite à d'autres hymnes de liberté (...). Tout cela forme une solennité touchante, une espèce de fête où l'espérance dresse l'autel, un culte où chacun apporte son corps pour sacrifice ! c'est beau ! c'est grand ! Puis vient *la Parisienne,* puis *La Marseillaise.* Quand l'hymne est fini, le porte-drapeau fait le tour du cercle, chacun baise les trois couleurs, le drapeau est reconduit avec la même cérémonie, et bientôt, on entend, au bas de chaque pavillon, une grosse voix s'écrier avec force :"La fermeture !". Les portes roulent sur leurs gonds, et chacun rentre chez soi.".



"Les blanchisseuses"





"Ne vous y frottez pas !" Caricature pour la liberté de la Presse.


"Enfoncé, Lafayette !"

Daumier n'eût pas trop à se plaindre de la "Pension Gisquet".De là, il dessina une série fantaisiste, *l'Imagination,* que Ramelet lithographiait pour *Le Charivari.* A sa sortie de prison, en janvier 1833, Daumier se lança dans la lutte politique. Confronté à ses camarades Devéria et Gavarni, dessinateurs de salon préférés par la bourgeoisie de l'époque, Daumier s'attira la sympathie du peuple qui fut ravi d'avoir trouvé en lui un artiste qui sût exprimer sa rancoeur et sa haine avec tant de courage.

Les cinq planches de l'Association mensuelle lithographique.

De 1833 à 1835, Daumier publia des planches où les plus grands sont ridiculisés (Royer-Collard, de Kératry, Lobau, Thiers...) et où les événements les plus dramatiques sont immortalisés. Quelques lithographies ne parurent pas dans la *Caricature* proprement dite; harcelé par le parquet, Philipon, pour payer les amendes qui pleuvaient sur son journal, avait publié de grandes planches supplémentaires, dont le recueil prit le nom d'*Association mensuelle lithographique.* La première planche, *Très hauts et puissants moutards et moutardes légitimes* représente les enfants de la famille d'Orléans. La seconde planche, *Ne vous y frottez pas !*, défend la liberté de la Presse, elle fut présentée le 5 juin 1834. Puis parut la fameuse planche *Enfoncé Lafayette, attrape mon vieux !* à la gloire de La Fayette qui venait de s'éteindre (20 mai 1834), et qui était devenu le symbole de l'unanime déception du nouveau régime. Une foule immense avait accompagné son idole jusqu'au petit cimetière de Picpus malgré le gouvernement qui, craignant une émeute, avait voulu en faire une manifestation strictement officielle. Car le 13 avril 1834, faisant suite à la seconde insurrection lyonnaise, des barricades s'étaient élevées dans Paris, et la troupe royaliste avait réprimé ce mouvement avec une aveugle férocité : au 12 de la rue Transnonain, particulièrement, où elle massacra tous ses habitants. L'artiste publia alors sa quatrième planche, la plus tragique, celle qui commémore cet événement, intitulée tout simplement *Rue Transnonain, le 15 avril 1834.* Il y exprime l'horreur de la tuerie par une page admirable de composition et de lumière : quatre cadavres, le grand-père, le père, la mère et l'enfant, épars à travers une pauvre chambre misèreuse. Enfin parut le *Ventre législatif (aspect des bancs ministériels de la Chambre improstituée de 1834)* caricature grinçante des ministres de l'époque : Guizot, Thiers, de Broglie, d'Argout, de Rigny... Cette lithographie critique de la Chambre censitaire devait connaître un succès sans précédent.

Daumier, en dehors de cette série, créa d'autres planches aussi sévères vis-à-vis du pouvoir, telle cette lithographie où l'on voit Louis-Philippe dialoguer avec un juge devant la couchette d'un détenu à l'agonie : *Celui-là, on peut le mettre en liberté, il n'est plus dangereux.*

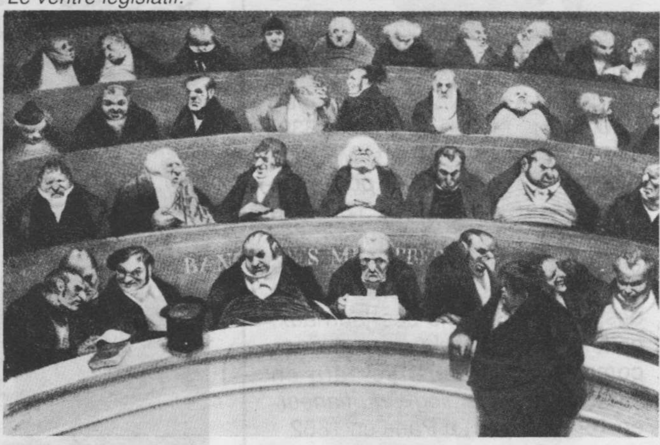
La répression

En 1835, on fusille encore et on sabre les manifestants : Daumier montre trois morts des journées de juillet à demi sortis de leurs tombes dont l'un d'eux regarde avec stupeur les soldats qui sabrent et les processions qui défilent; et ces martyrs de s'écrier : *C'était bien la peine de nous faire tuer !*. Ce fut parmi ses derniers dessins politiques de l'époque, car les lois de septembre ayant supprimé la liberté de la Presse,

Rue Transnonain, la plus célèbre des lithographies de l'artiste.



Le ventre législatif.





Clinique du Docteur Robert-Macaire : *"Eh bien ! Messieurs, vous l'avez vu, cette opération qu'on disait impossible a parfaitement réussi...*
— Mais, monsieur, la malade est morte...
— Qu'importe ! Elle serait bien plus morte sans l'opération.

Charles Philipon.

Né à Lyon en 1800, il est le fils d'un marchand de papiers peints, parent de la célèbre Madame Roland. Il vint à Paris en 1819 et entra dans l'atelier de Gros, où il eut pour condisciples Decamps et Bonnington. Après un bref retour à Lyon, il retrouve la capitale en 1823 où il vit en dessinant pour les imagiers. Il s'était lié avec des écrivains libéraux lorsqu'il fit venir son beau-frère Aubert avec lequel il fonda en 1830 la maison connue sous ce nom. Après la Révolution de 1830, il fit paraître les premières caricatures politiques et créa la *Caricature* qui comprenait une simple feuille de texte et deux belles planches de dimensions exceptionnelles et devint rapidement un véritable pamphlet contre les hommes au pouvoir.

Le 1er novembre 1832, il fonda le *Charivari* dont il fut six ans directeur et qu'il vendit, en 1842, a une société d'actionnaires. Charles Philipon créa le *Robert Macaire*, en collaboration avec Daumier; le *Musée pour rire* (1839-1840) avec Louis Huart, Maurice Alhoy etc...; le *Journal pour rire* (1849), qui devint, en 1857, le *Journal amusant* ; le *Musée anglo-français* (1854), avec Gustave Doré. Outre ses articles et ses dessins parus dans ses journaux, on lui doit des brochures politiques comme *Aux prolétaires* paru en 1838 ou la *Physiologie du flaneur* en 1842. Il meurt à Paris en 1862

La Caricature, qui en était à son 251ème numéro, cessa de paraître.

Philipon, qui ne pouvait plus faire de politique, créa alors *Le Charivari*. C'est dans cette revue que Daumier fit ses débuts dans les croquis de moeurs. Le dessinateur Monnier avait déjà créé son *Joseph Prudhomme,* bourgeois ridicule et Gavarni avait imaginé *Thomas Vireloque,* mendiant et philosophe pendant que Traviès réjouissait avec *Mayeux* le bossu. Daumier allait créer son célèbre personnage, *Robert Macaire*, support des critiques du monde financier alors en proie aux spéculations de toutes sortes. Chaque krach, scandale ou procès financier retentissant fit l'objet d'une lithographie dont la série reconstituée, offre un sérieux témoignage des moeurs financières de cette époque. A ce sujet, il faut préciser que les longues légendes de ces dessins étaient de Philipon, quoique Daumier affirmait :"La légende est bien inutile. Si mon dessin ne vous révèle rien, c'est qu'il est mauvais; la légende ne le rendra pas meilleur. S'il est bon, vous le comprenez bien tout seul".

Daumier étudiait ses modèles en réalisant des maquettes en terre glaise qu'il sculptait de mémoire et qu'il redessinait en laissant dans son œuvre la perfection des volumes et la subtilité de l'éclairage. Technique particulière qui n'a malheureusement laissé que peu de traces, car la plupart de ces oeuvres ont disparu, il subsiste, entre autres, deux sculptures remarquables : *Les Emigrants,* et *Ratapoil*, l'agent demi-solde du Prince-Président popularisé en 1850.

"Voilà une femme qui, à l'heure solennelle où nous sommes, s'occupe bêtement de ses enfants..." (série "Les Divorceuses")





— Ma femme, t'as tort de me blâmer...

Modeste, Daumier aimait fréquenter le bon peuple dont il traduira la bonne humeur narquoise. Mais il ridiculisera le bourgeois notamment dans les *Gens de Justice* où "il sut, en quelques planches implacables, venger à sa manière tous les malheureux qu'un sort inclément avait jetés dans les griffes de ces fauves somnolents" (2).

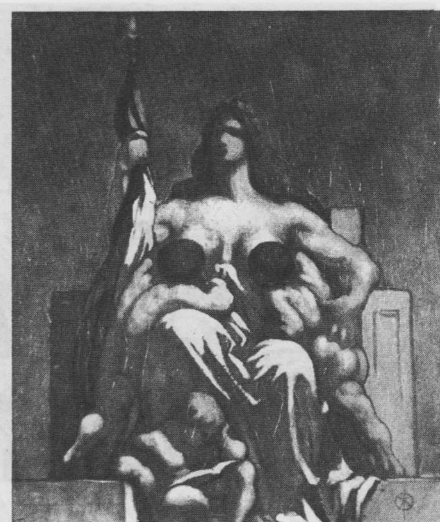
Il dessinait "vrai", s'inscrivant dans le courant réaliste, et ses *Baigneuses*, où les maigres, aux genoux pointus et à la poitrine plate, voisinent avec les grasses, aux chairs alourdies, lui attirèrent aussitôt les protestations des "classiques". Il s'attaqua aux *Bas-Bleus,* aux *Divorceuses,* puis à l'*Histoire ancienne* que Beaudelaire commentait ainsi dans ses *Curiosités esthétiques* : "Daumier s'est abattu brutalement sur l'antiquité, sur la fausse antiquité — car nul ne sent mieux que lui les grandeurs anciennes — il a craché dessus, et le bouillant Achille et le prudent Ulysse, et la sage Pénélope, et Télémaque, ce grand

(2)Carlo Rim.



"Dernier conseil des ex ministres"

"La République"



dadais, et la belle Hélène, qui perdit Troie, et tous enfin nous apparaissent dans une laideur bouffonne qui rappelle ces vieilles carcasses d'acteurs tragiques, prenant une prise de tabac dans les coulisses". Cette charge contre les poncifs de l'Ecole classique éleva, bien entendu, leurs protestations indignées.

La Révolution de 1848

Soudain, la Révolution de 1848 éclata. Elle permit à Daumier de redevenir le polémiste des années 30 grâce à la liberté de la presse reconquise. Dans le *Dernier conseil des ex ministres*, une jeune République, coiffée du bonnet phrygien apparaît dans la lumière, et les ministres du roi déchu se sauvent, se bousculent, affolés. Et dans un autre dessin, un *Gamin de Paris*, un peu voyou, se vautre sur le trône abandonné. (voir couverture)

Daumier s'en prend à la coalition cléricale et monarchique qui menace la République, en attaquant directement des hommes comme Montalembert et Veuillot.

Mais il s'en prend aussi aux *Banqueteurs*, avec le garde national Rifolard qui, "n'étant pas sorti de chez lui pendant les cinq journées de juin, ne peut résister au désir de se montrer; malgré les larmes de sa femme et de ses enfants, il prend son fusil pour courir à un banquet en province".

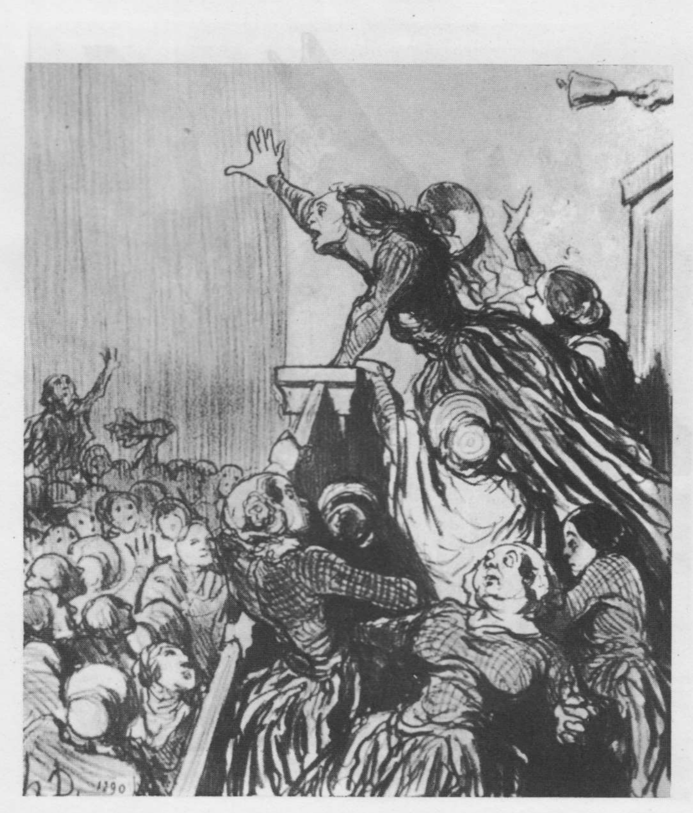
Puis c'est le tour des *Femmes socialistes* qu'il tourne en dérision, femmes qui délaissent la famille pour le club. Ces critiques contre les féministes allaient lui attirer la colère des *suffragettes* qui menacèrent de corriger l'audacieux caricaturiste, et firent parfois voler en éclat les vitrines où ces dessins étaient exposés.

Mais la Révolution lui permit aussi de peindre une radieuse *République de 48* offrant à ses enfants sa mamelle de mère, symbole d'une démocratie qui devait sombrer bientôt.

Le clairvoyant Daumier dénonce aussi, dans ses lithographies, le travail souterrain de l'agent impérialiste *Ratapoil*, bravache, efflanqué, sinistre, tordant sa moustache, agitant son gourdin, portrait typique de ceux qui préparent la venue de Louis-Napoléon.

L'Empire

Le Second Empire rétablit le silence dans la presse. Daumier en souffrait cruellement et voua à l'Empereur une



...Les femmes qui délaissent la famille

Ratapoil





"La soupe"

haine tenace. L'artiste avait publié coup sur coup : *Les Représentants représentés, Les Alarmistes, Les Banqueteurs,* oeuvres dans lesquelles sa "griffe" avait perdu un peu d'ardeur. Peut-être las de la lithographie, il se consacra alors à la peinture dont les oeuvres, sans être parfaites, représentèrent avec humour mais surtout avec amour, les spectacles de la vie quotidienne. Artiste de vérité, il se pencha sur l'existence fruste des petites gens aussi bien que sur le comportement égoïste du collectionneur, comme le montrent le *Wagon de troisième classe* et l'*Amateur d'estampes.*

En 1862, sous l'Empire, incompris de ce nouveau monde qui refusait la provocation, Daumier se trouva dans une gêne cruelle. Les journaux lui fermèrent leurs portes car ses bois, qui paraissaient dans *Le Monde illustré,* provoquaient des désabonnements.

Il était heureusement entouré d'amis, car son modeste atelier au 9 du quai d'Anjou — qu'il habitait depuis 1846 — était le rendez-vous permanent des peintres Corot, Courbet et Delacroix, du sculpteur Geoffroy-Dechaume ou de l'animalier Barye. Il se lia d'amitié avec Théodore Banville, Théophile Gautier, Beaudelaire, Michelet. Et sa compagne "Didine", Marie-Alexandrine Dassy, simple couturière, lui tiendra compagnie jusqu'à sa mort.

En 1864, alors qu'il avait dû reprendre sa collaboration au *Charivari,* le gouvernement de l'Empire, dans son mouvement de "libéralisation", lui offrit ainsi qu'à son ami Courbet, la Légion d'honneur. Alors que Courbet refusa avec fracas, Daumier répondit modestement :"Merci, je suis trop vieux !...".

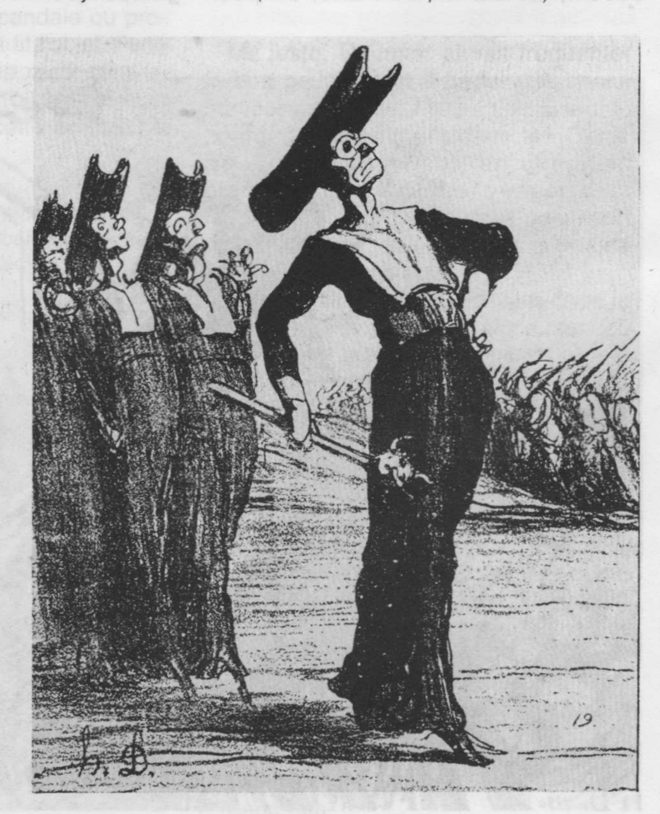
Les dernieres oeuvres

La fin de l'Empire et le retour à la République, lui permirent de s'exprimer à nouveau avec toute la fougue qu'on lui connaissait. Il fustigea d'abord la guerre dans le *Rêve de Bismarck* où la Mort montre au loin les cadavres épars à travers la plaine. Puis il exprima les regrets du paysan regardant sa maison en ruine dans *C'est pourtant pas pour ça que j'avions voté oui !* (par allusion au plébiscite de 1869). Pour lui l'année 1871, ce fut *La maudite !* : l'année des assassinats collectifs de la Commune qu'il représente comme un lugubre corbillard que conduit la Mort. Dans *Voyons, Monsieur Réac, il y en a pourtant bien assez !* Daumier montra sa désapprobation de la repression de la Commune et de la réaction versaillaise.

Mais, comme le peuple, il fut déçu de la nouvelle Assemblée nationale, et reprocha aux Jésuites de revenir en force dans une lithographie grinçante, *Une invasion remplace l'autre,* où armés d'un goupillon en casse-tête, les jésuites arrivent tandis que s'éloignent les casques à pointe. Il représenta la France blessée qui, de son lit, regarde "Basile" et les politiciens de la monarchie cambrioler ses armoires et s'écrie :



"Voyons, Monsieur Réac, il y en a pourtant bien assez !" (30 mars 1871)



"Les jésuites arrivent !" (Une invasion remplace l'autre)

La maison de Corot

Lorsque sa vue menacée l'obligea à abandonner la lithographie, Daumier connut des jours de misère. Il quitta Paris pour le village de Valmondois où il loua une petite maison au père Geudé, maître maçon. Celui-ci, n'ayant pas encaissé un seul terme depuis des mois, menaça d'expulser son locataire. C'est alors que Corot, informé de la situation, acheta la maison, et écrivit à son ami, le jour de sa fête, cette lettre émouvante :

Mon vieux camarade,
J'avais à Valmondois, près de l'Isle Adam, un maisonnette dont je ne sais que faire. Il m'est venu à l'idée de te l'offrir et comme j'ai trouvé l'idée bonne, je suis allé la faire enregistrer chez le notaire. Ce n'est pas pour toi que je fais cela, c'est pour embêter ton propriétaire.
A toi, Corot.



"Va te faire achever pour moi !"

Ces gens là me croient déjà morte !. Profondément anticlérical, Daumier, dans une de ses dernières lithographies représenta un jésuite tendant à la France un fusil pour une nouvelle guerre destinée à rétablir le pouvoir temporel et lui ordonnant : *Va te faire achever pour moi !*

Sa dernière lithographie, à la veille de procès Bazaine, rassemble, à la porte du conseil de guerre, la foule des témoins : squelettes de soldats, de femmes, d'enfants farouchement accusateurs. Cette dernière oeuvre ne parut pas, car l'opportunisme de la presse d'alors n'osa la publier.

La fin de l'artiste

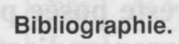
En 1872, l'artiste commençait à perdre la vue et sans le geste généreux de son ami Corot, il serait mort dans la misère. Le satiriste impitoyable de toutes les tyrannies, de toutes les exploitations et de toutes les injustices fut enterré civilement, selon son désir, dans la presque indifférence, en présence de ses seuls amis artistes le 14 février 1879. L'enterrement devant avoir lieu aux frais de l'Etat, la presse réactionnaire cria au scandale, il n'en coûta pourtant que douze francs à la nation.

Un an plus tard, le 16 avril 1880, selon le voeux qu'il avait exprimé, son corps fut transporté au Père-Lachaise ou il repose auprès de ses amis Corot et Daubigny. Là, Etienne Carjat prononça ces paroles : "La tendresse de Daumier pour le peuple, n'eut d'égale que sa générosité..".

Raymond Carré

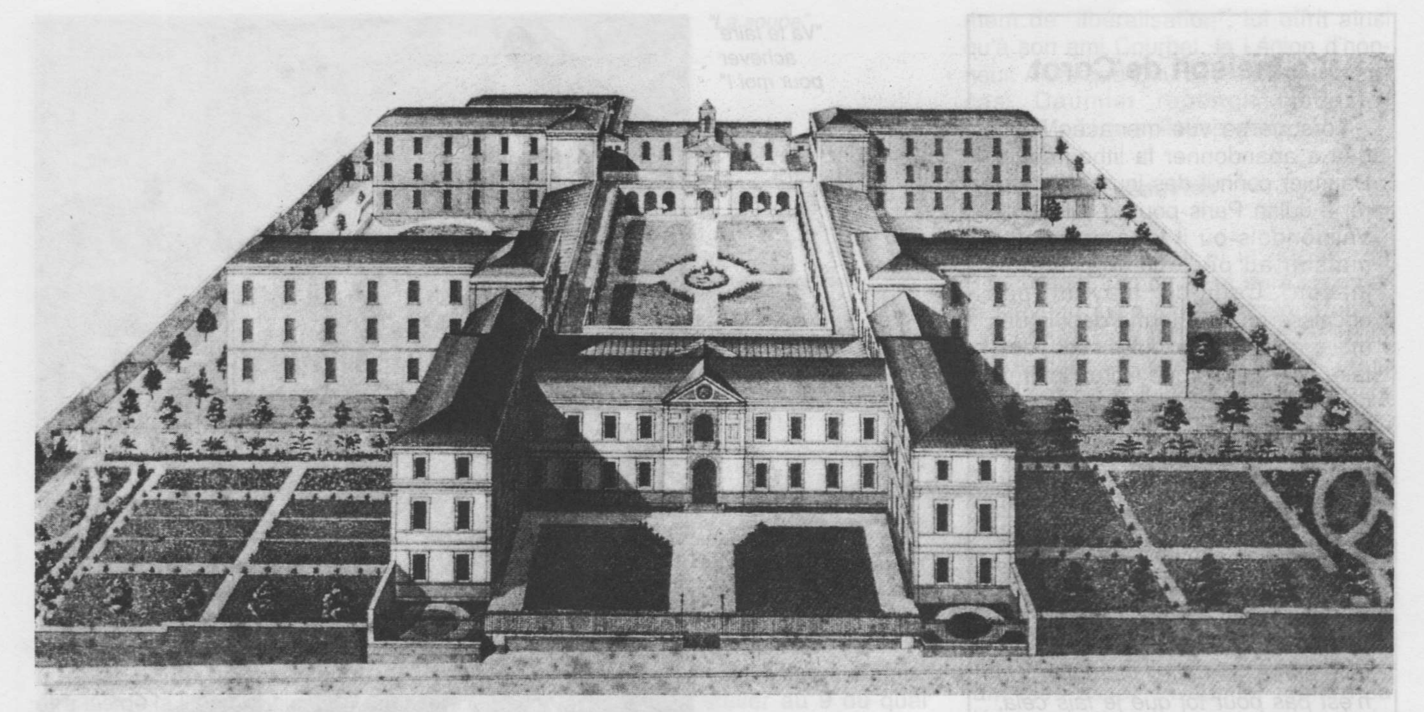


"A tous les cœurs biens nés que la patrie est chère !!.."



Bibliographie.

Victor Charbonnel, *Honoré Daumier, artiste républicain.* La Raison 1908.
Raymond Escholier, *Daumier,* Ed.Louis-Michaud 1913.
Francis Carco, *Les Humoristes,* A.Michel 1921.
Arsène Alexandre, *Daumier,* Editions Rieder 1928.
Carlo Rim, *Honoré Daumier, son oeuvre.* Nouvelle Revue Critique 1929.
Les humoristes. Bulletin de la Sté des dessinateurs humoristes 1930.
Jean Cherpin, *Daumier et le théatre.* Bibliothèque du T.N.P.1958.
Daumier et ses amis républicains. Catalogue de l'exposition au musée Cantini à Marseille 1979.
Maximilien Gauthier, *Daumier,* Collection des maîtres (s.d.)

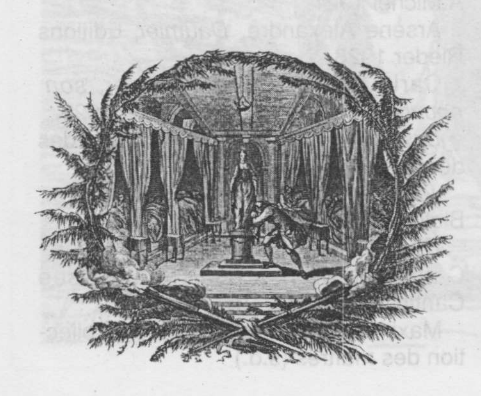


De la charité individuelle à la bienfaisance organisée : L'ASSISTANCE À RENNES DE 1850 À 1914.

La pauvreté est un vieux problème. Au Moyen-Age, une partie des revenus de l'Eglise allait aux pauvres : c'est que durant les premiers siècles du Christianisme, la pauvreté était une vertu chrétienne, à l'exemple du Christ. Avec l'essor du commerce et des villes et l'apparition de fortes inégalités sociales, le pauvre devient "suspect". En réalité les origines de la pauvreté sont nombreuses, maladie, infirmité, crise économique, rejet social...

L'attitude du pouvoir à leur égard hésitait le plus souvent entre la protection et la répression. Citons les lois anglaises contre le vagabondage au 16ème siècle à la suite des "enclosures" ou l'enfermement des pauvres sous Louis XIV. Malgré les Droits de l'Homme de 1789 qui proclament le droit à l'existence, la question reste posée pendant longtemps en termes de charité comme le montre l'article de monsieur Cucarull sur l'assistance à Rennes.

Statue de la Bienfaisance érigée dans un hôpital (18e)



Au 20ème siècle se creuse progressivement un fossé entre la société rurale qui reste traditionnelle et une société urbaine qui intègre plus rapidement les apports de la modernité. Cependant, la ville garde bien des caractères de la société traditionnelle : l'omniprésence de la pauvreté en est un signe.

La littérature de l'époque n'a pas manqué de souligner l'importance de la misère, en proposant des types de malheureux accablés par l'existence. Citons parmi les plus célèbres : Fantine, la fille-mère qui vend ses cheveux et ses dents pour sauver son enfant (V.Hugo, *Les Misérables*, 1862); Coupeau, l'ouvrier déchu par l'alcool (E.Zola, *l'Assommoir*, 1877)... Même si l'on ne veut voir dans ces oeuvres que des héros de fiction propres émouvoir les âmes sensibles, "les récits populaires du 19ème siècle (...) se nourrissent d'une observation systématique et méthodique de la réalité sociale, du mouvement de la société et même de la vie économique" (1).

La ville va, par nécessité, proposer des solutions originales pour remédier à la pauvreté. A la fin du 19ème siècle, "Rennes occupe un des premiers rangs parmi les 32 villes qui consacrent aux dépenses facultatives d'assistance des sommes annuelles supérieures à 100.000 francs" (2). C'est donc que le besoin était réellement important.

La mise en nourrice des enfants

Dès sa venue au monde, l'enfant est plongé dans un monde "qui ne fait aucun cadeau". Outre la forte mortalité infantile (de l'ordre de 17%), s'il a la malchance de naître dans une famille défavorisée, il risque à tout instant d'être soumis aux aléas de l'abandon et

(1) — A.M. Vial, *Germinal et le socialisme de Zola*, 1975.
(2) — H. Monod, *Statistiques des dépenses de l'Assistance publique*, 1889.
(3) — Pour l'étude des problèmes concernant les enfants abandonnés, nous utilisons principalement le mémoire de maîtrise de Cécile Rohou, *Les enfants abandonnés à Rennes de 1810 à 1860*, 1983.

de se retrouver dans les bras d'une nourrice plus ou moins compétente (3). Rennes est au centre d'un département relativement peu touché par les abandons. Mais la taille de la ville, sa position et son rayonnement, expliquent qu'ils s'y concentrent.

L'un des principaux problèmes que rencontre le service des enfants assistés est de trouver des nourrices pour les garder car leur recrutement connaît une crise. Aussi, en attendant les nourrices, les enfants sont entreposés dans la "salle des maillots" de l'hospice. Cette situation, considérée comme transitoire, cause le décès de près de 1% des enfants s'y trouvant.

La mise en nourrice de l'enfant ne signifie pas qu'il soit sauvé, loin s'en faut. La mortalité est très forte :

— 6% dans le premier mois,
— 23% entre un mois et un an,
— 6% entre un an et douze ans.

Il n'y a donc que 65% d'enfants survivants à 12 ans. Cela s'explique par leur mauvais entretien, ce qui les pousse parfois à la mendicité et au vagabondage. La nourriture et l'habillement sont souvent médiocres et leur santé mauvaise (4). D'ailleurs, pendant leur mise en nourrice, les enfants peuvent être renvoyés à l'hospice, d'abord en cas de maladie (scrofules, teigne, etc...), plus souvent suite à la décision de la nourrice qui n'avait aucun intérêt à ce qu'un enfant meure chez elle, enfin en cas d'infirmité. Certains enfants, infirmes dès leur admission, ne sont même pas mis en nourrice et passent directement à l'hospice général. En 1857, la commission de l'hospice se plaint d'avoir 160 infirmes à charge.

Des mesures sont rapidement prises pour améliorer la condition des enfants en tutelle. Un arrêté préfectoral du 1er avril 1853 recommande aux maires d'apporter tous les renseignements nécessaires pour le placement de l'enfant et la surveillance après ce placement. En novembre 1853, cet arrêté est complété par l'institution d'un questionnaire à remplir par les maires, curés, notables... sur la situation des personnes qui demandent à garder un enfant de plus de 12 ans. Un arrêté de 1860 renforce encore cette surveillance (5), suivie par beaucoup d'autres.

Lorsque l'enfant atteint l'âge de 12 ans, les pensions cessent. Plusieurs cas se présentent alors : certains, les plus heureux, sont repris par leur famille; d'autres entrent en apprentissage chez un cultivateur ou un industriel qui accepte de les garder jusqu'à leur majorité, sans pension, uniquement pour le fruit de leur travail; les moins heureux

(4) — Constat fait dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales* de 1882 à l'article "Orphelinat".
(5) — Archives municipales de Rennes (A.M.R.) H dépôt 112.



La goutte de lait

sont probablement ceux qui retournent à l'hospice et y restent, en travaillant un peu sur place ou en attendant un placement. Au milieu du 19ème siècle, sur les 65% d'enfants ayant survécu à la période de nourrice, 3% restent à l'hospice, 25% sont placés en apprentissage et 37% sont repris par leurs parents.

Les orphelins

Le Bureau de Bienfaisance de Rennes (B.B.R.) gère un orphelinat : "La maison des jeunes orphelins, annexée à celle des Soeurs de la Charité, rue du Griffon, a été fondée en 1834 après la première apparition du choléra, en partie aux frais de la commune et en partie à l'aide de legs et de donations charitables (...). Aujourd'hui (1856), 73 orphelines, admises dès un âge de 6 à 10 ans (...) n'en sortent vers leur dix huitième année que pour être placées soit comme ouvrières, soit comme domestiques dans des maisons honnêtes" (6). Le nombre des pensionnaires, en constante augmentation, ne dépasse cependant jamais 90 personnes. En 1896, sur 89 orphelines qui y séjournent, 40 sont entretenues au compte de la ville et 49 par l'Association charitable des Dames de la Providence. En 1899, l'administration de l'orphelinat est retirée au B.B.R.. Reconnu comme établissement d'utilité publique, le ministre de l'Intérieur en réclame l'autonomie. Mais, si son administration évolue, les modes de vie et l'état d'esprit y connaissent peu de changement (7).

A la fin du siècle, le problème des enfants reste entier : en 1891, 511 enfants sans famille sont secourus dont 316 abandonnés et 195 orphelins. En 1899, ce chiffre passe à 1358 (8).

(6) — Archives Départementales d'Ille et Vilaine (A.D.I.V.) X 72 et X 73.
(7) — A.D.I.V. X 73, Rapport Foville de 1887.

"La Goutte de lait"

Une autre institution, créée en 1901, "la Goutte de lait", est chargée de distribuer du lait aux mères ayant un nourrisson, prévenant ainsi les possibles abandons. Ses buts, expliqués par le règlement de 1857, sont "d'assister les pauvres femmes en couche et de les encourager elles-mêmes et leurs enfants (...) La société donne de préférence ses secours aux mères pauvres et laborieuses et qui justifient de leur bonne vie et moeurs". Elle y développe une hygiène très poussée : des bains-marie spéciaux ont été construits par la Compagnie du gaz; les vaches qui fournissent le lait sont soumises à l'épreuve de la tuberculine. La distribution de lait est liée à des consultations obligatoires pour les nourrissons. Les résultats ainsi obtenus sont spectaculaires : en 1901, alors que la mortalité générale est de 12,7% dans la ville de Rennes, elle n'est que de 7,6% à "la Goutte de lait" (8).

Les indigents

Cette catégorie très large englobe un grand nombre de situations souvent transitoires. Les plus mal lotis sont certainement les marginaux. Ce sont les mendiants, omniprésents, considérés comme des individus particulièrement dangereux. L'évolution de la population indigente semble indiquer une décélération à partir des années 1896. Malgré tout, elle tient toujours une place importante.

Tableau I

	Population totale	Population indigente	%
1866	49 231	9 505	19,30
1892	59 049	6 000	10,16
1900	60 552	6 000	8,77
1910	65 260	3 882	5,95

Le 1er janvier 1870, la mendicité est interdite dans tout le département d'Ille et Vilaine. De ce fait, tout individu, valide ou non, surpris mendiant, est arrêté. Les municipalités ne pourront néanmoins jamais arriver à supprimer la mendicité.

Les femmes sont fortement touchées par ce phénomène. Les femmes en couche chargées d'enfants, sans ressources ou veuves, sont prises en charge par la société de charité maternelle.

(8) — D'après le mémoire de maîtrise de Martine Joly, *Indigence et sociétés de bienfaisance à Rennes (1860-1914)*, 1976.



Un vieux mendiant.

L'évolution de ses effectifs montre une activité accrue dans les années 1875-1885. La fin du 19ème siècle et le début du 20ème ne sont donc pas favorables à la population féminine en général, qui marque d'une empreinte profonde le monde de l'indigence.

Les vieillards, infirmes et incurables.

Ce ne sont pas des réprouvés à proprement parler, mais ils sont le plus souvent internés dans des hospices. Leur prise en charge, quand elle existe, n'est pourtant pas le fruit d'une répression policière, mais le résutat de la sollicitude qu'ils inspirent. C'est cependant une mise entre parenthèses de la société.

Parmi les vieillards, les femmes sont plus nombreuses car, en plus d'une espérance de vie supérieure, elles sont moins souvent victimes d'accidents du travail. Si l'on possède quelques données chiffrées sur l'importance des vieillards indigents et incurables des hospices, les vieillards secourus à domicile n'apparaissent pas en tant que tels dans les statistiques. Cependant, ils bénéficient surtout d'une assistance à domicile car l'on considère qu'il y a

	Nombre de lits				Destination
	Total	H	F	enfants	
Maison des Catherinettes	335	23	312	-	femmes de 70 ans au moins et infirmes de tout âge
Hôtel-Dieu	250	106	144	-	maladies aiguës
Hospice St-Melaine	214	145	48	21	Vieillards des 2 sexes de 70 ans au moins et infirmes de tout âge
Hospice des incurables	94	32	62	-	maladies incurables des 2 sexes
Hospice St-Méen	-	-	-	-	aliénés, teigneux et galeux

Tableau II : en 1845 les hospices rennais se présentent comme ci-dessus.

avantage "à maintenir dans leurs familles les vieillards et infirmes indigents dont le placement est demandé dans les hospices moyennant le paiement d'une subvention". En effet, les hospices contribuent à relâcher, s'ils ne les détruisent pas, les liens familiaux. De plus, le coût excessif de l'hospitalisation explique également cette politique. Mais, dû fait de la faiblesse des moyens mis à sa disposition, l'aide à domicile se révèle inefficace.

Il est encore plus difficile de cerner leur personnalité : c'est avant tout l'anonymat qui les caractérise. En 1880, ils représentent à Rennes environ 10% de la population indigente et 1,32% de la population de la ville. En 1890 ces chiffres sont respectivement de 5,75% et de 1,77% (8).

Ce ne sont pas toujours les familles qui, comme on pourrait le croire, sollicitent le placement des vieillards dans un établissement hospitalier; "les parents eux-mêmes, dans la pensée d'enlever une charge à leurs enfants, finissent par considérer l'hospice comme un asile où il est naturel d'aller terminer ses jours".

Le bureau de bienfaisance, pivot de l'assistance.

Née de l'initiative privée, telle celle de Mlle Ménard qui dans les années 1810-1820 organise la charité dans l'un des secteurs les plus pauvres de Rennes (la paroisse Toussaints) dans la pure tradition des bureaux de charité des paroisses d'Ancien Régime, la bienfaisance est instituée par le B.B.R. qui lui offre un support officiel et des moyens à l'échelle d'une ville.

Pour une plus grande efficacité, la ville de Rennes est divisée en sept circonscriptions. Sept religieuses partent le matin de la rue du Griffon, siège du B.B.R.. Chacune parcourt sa circonscription, rentre vers 11 heures et repart dans l'après-midi distribuer les secours. La nécessité d'un dispensaire se fait de plus en plus sentir à mesure que la fin du siècle approche. En 1887, une circulaire ministérielle est adressée aux préfets au sujet de la création de dispensaires. Mais en France la cause des dispensaires n'a alors que peu de partisans. En 1886, huit seulement existent, répartis entre quatre villes (9). Le préfet, partisan du projet, résume ainsi ses arguments : "l'installation des dispensaires est de toutes les oeuvres d'assistance médicale, celle qui permet de faire le plus grand bien au prix de la moindre dépense.

Créer un dispensaire, c'est faire bénéficier des milliers de pauvres d'une médication préventive, prompte et rationnelle, c'est faire l'économie de beaucoup de malades et de beaucoup de journées d'hôpital, c'est accroître ce capital de santé qui est le plus précieux élément de la richesse publique et de la force d'un pays". Mais le maire de Rennes ne juge pas à propos de créer un dispensaire à Rennes car il estime suffisants les moyens déjà déployés.

C'est par le moyen des différents hospices répartis dans la ville que l'action du B.B.R. connaît sa plus grande efficacité.

Une circulaire du ministère de l'Intérieur du 31 janvier 1840 fait une nette distinction entre hôpital et hospice : "Les hôpitaux sont les établissements dans lesquels sont reçus et traîtés les indigents malades.

"Les hospices sont ceux dans lesquels sont admis et entretenus des vieillards, les infirmes incurables, les orphelins, les enfants trouvés et abandonnés".

Ces établissements sont le fruit d'une longue tradition. L'Hospice Saint-Yves est le plus ancien. Il a été fondé en



Atelier de travail des hommes créé à Bordeaux par la Société pour l'Extinction de la Mendicité.

(9) — A.D.I.V. Y63, Y64, Y71



L'hospice de Ponchaillou à Rennes.

1358 par un prêtre, Le Bouteiller. Il recevait non seulement les malades, mais également les vieillards, les infirmes et les enfants trouvés jusqu'en 1675, date de la création de l'Hospice Général. Ce dernier servait également, dès son origine, à enfermer les vagabonds et mendiants en état de travailler. Pendant la Révolution, les bâtiments de l'Hospice Général sont affectés à l'armée, puis occupés par l'arsenal et un régiment d'artillerie. En échange, il reçoit les édifices de Saint-Melaine et des Catherinettes.

Succursale de l'Hospice Général, l'Hospice des Incurables est construit en 1745 pour suppléer l'insuffisance de l'Hospice Général et en éloigner les dartreux et scrofuleux.

L'hospice Legraverend est fondé en 1872, suite à un legs fait aux hospices de Rennes. Vers 1880, l'urgence d'agrandir les locaux de l'Hospice Général (qui comprend les hôpitaux Saint-Melaine, des Catherinettes et des Incurables) se fait sentir "eu égard à l'accroissement progressif de la population indigente". A cet effet, on choisit le domaine de Pontchaillou, d'une superficie de 17 hectares. L'état matériel des locaux semble correct : les dortoirs "tous un peu encombrés (...) sont tous tenus avec une très grande propreté et ventilés par une double rangée de fenêtres opposées les unes aux autres. On peut tolérer l'état actuel de ces dortoirs, mais si l'on n'exige pas la suppression d'un certain nombre de lits, il est essentiel qu'on n'en ajoute plus aucun autre" (7). En 1891, l'inspecteur général de l'Assistance Publique remarque lui aussi "l'insuffisance de l'aération dans les dortoirs où les lits sont tous occupés, ainsi que celle de la salle de travail qui réunit 50 jeunes filles. Les orphelines prennent leur récréation dans un préau assez vaste mais sans arbres, ni fleurs".

La dame de charité (18e)



Le caractère privé des ressources reste encore fortement marqué; les aumônes, dons et legs sont prépondérants dans le budget. D'ailleurs, le B.B.R. n'est pas une institution municipale à proprement parler : "le conseil municipal ne contrôle pas les opérations du B.B.R. Il se borne à examiner et approuver son projet de budget ainsi que les comptes de gestion du receveur de cette institution charitable".

La construction d'un nouvel Hôtel-Dieu

Dès le début du 19ème siècle, la question de la construction d'un nouvel hôpital à Rennes est soulevée. La Commission Administrative doit en effet faire face à un double problème de salubrité et vétusté des locaux d'une part, et de capacité d'accueil insuffisante d'autre part.

Le débat sur son implantation géographique fut long avant que, sur proposition du Préfet, le choix ne se porte sur le terrain de la Cochardière (2400 m²). Il est révélateur d'une évolution décisive : les problèmes fonctionnels et sanitaires y sont prioritaires. De plus, cette recherche est le fait non de l'architecte, mais des membres de la Commission Administrative, des élus du Conseil Municipal, des médecins, c'est-à-dire de "ceux qui allaient être les maîtres de l'ouvrage. Ce fait ne peut s'expliquer que par le caractère d'oeuvre charitable que revêtait la construction d'un hôpital : dans la mentalité du 19ème siècle, cet aspect compte beaucoup" (10). Sa construction va s'étaler de 1855 à 1858.

Tableau III : en 1888, la situation est la suivante :

	Nombre de lits
Hôtel-Dieu	486
Catherinettes	322
Saint-Melaine	256
Incurables	104
Legraverend	39

Les dépôts de mendicité

Les dépôts de mendicité n'ont pas d'existence légale à Rennes. Celui créé en 1810 a été supprimé dès 1817. Cela pose un grave problème et, en avril 1833, la commission administrative des hospices civils déclare manquer de place pour faire face aux nombreuses demandes adressées par les infirmes indigents de la ville. Celle-ci adopte une solution simple : elle déporte ses mendiants. Des traités interviennent avec différents dépôts de mendicité. En 1869, c'est au dépôt du Mans que sont adressés les mendiants rennais. En 1887, le préfet s'adresse à la Loire-Inférieure, au Finistère et à la Manche, mais ses démarches n'aboutissent pas. Cependant le dépôt du Mans devient cher et surtout n'accepte plus les mendiants "phtisiques ou gâteux" qui encombraient l'infirmerie du bureau de bienfaisance. En septembre 1891, un traité est finalement passé avec le dépôt de Montreuil-sur-Laon, dans l'Aisne, à cinq cents kilomètres de Rennes. En 1895, le conseil général d'Ille-et-Vilaine, qui finance les dépenses de transport des vagabonds envoyés à Montreuil, supprime le crédit qui y est affecté. C'est pourquoi les mendiants arrêtés entre 1895 et 1901 purgent une peine de prison puis sont dirigés vers leur commune d'origine. Toute politique d'assistance est abandonnée. La répression subsiste pour une part mais sans efficacité car rien n'empêche un mendiant vagabond de revenir à Rennes. En 1901, nouvelle tentative : un traité est signé avec le dépôt de Beaugency (Loiret). Celui-ci fonctionnera jusqu'en 1921.

La religion au secours de l'indigence

L'influence cléricale se fait sentir à deux niveaux : elle "inspire" l'esprit des oeuvres de bienfaisance et sert d'inter-

(10) — Jean-Yves Veillard, *Rennes au XIXe siècle. Architectes, urbanisme et architecture*, Rennes 1978.

médiaire entre les indigents et les secours qu'ils attendent et reçoivent.

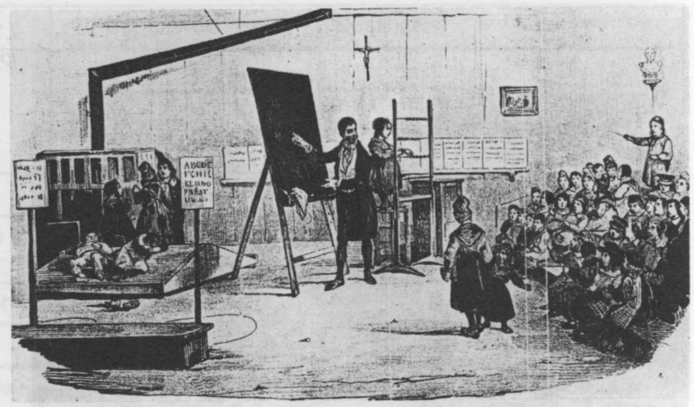
Le 17 février 1854, sont passés des conventions entre la Commission Administrative des hospices et les religieuses, Augustines pour Saint-Yves et de Saint-Thomas de Villeneuve pour l'hospice général. Elles fixent les droits et devoirs de chacun des contractants : la Commission possède l'autorité sous le rapport temporel, en assujettissant les soeurs à l'observation des lois, et celles-ci conservent l'autorité pour le domaine spirituel.

L'orphelinat est typique de la prégnance de la religion dans l'assistance. L'association des Dames de la Providence entretient plus de la moitié des orphelins. Cet état de chose lui vaut certaines prérogatives, notamment la liberté du choix de l'orpheline à admettre. De plus, le personnel de l'établissement est exclusivement religieux et y développe une organisation de vie qui lui est caractéristique.

Un ouvroir est fondé vers 1850 par un des vicaires généraux du diocèse, l'abbé Maupoint, pour accueillir les ouvrières et les domestiques sans travail : "Pour assurer plus de stabilité à cet ouvroir en le rapprochant des soeurs de la charité, sous la direction desquelles il est placé, a acquis en 1856 deux maisons, contiguës au bâtiment des orphelins". Ces maisons ont été achetées par le bureau de bienfaisance au moyen de l'argent recueilli suite à une souscription ouverte par l'abbé Maupoint, avec l'accord de la mairie et du préfet. Ainsi, on remarque une fois de plus l'imbrication des initiatives ecclésiastiques, privées et municipales.

Dans l'hospice Legraverend, trois religieuses de la congrégation des Filles du Coeur Immaculé de Marie, congrégation qui dessert aussi l'hospice des Incurables, consacrent leurs soins aux filles ou aux femmes âgées ou infirmes qui sont recueillies. De plus, un ecclésiastique retiré du ministère pourvoit gracieusement à leurs besoins religieux.

Salle d'asile de petits enfants vers 1830 (Lithographie par Victor Adam)



Le but que se fixe la société de charité maternelle est d'assurer le salut des dames qui s'en occupent. Il ne s'agit pas pour elles d'accomplir une action sociale mais une oeuvre pie. Leur préoccupation première est d'expier leurs péchés et d'obtenir en retour, par leurs prières, des secours pour les miséreux dont elles ont la garde.

Ces personnes charitables exercent parfois un véritable chantage sur les indigents, comme en témoigne un certain Bourdon, dans une lettre adressée au maire de Rennes en 1886 :"Ayant pour la première fois cette année demandé des secours aux Soeurs des Pauvres du Griffon, on m'a demandé où mes enfants allaient à l'école, et par là sachant qu'ils n'allaient pas chez les Frères, on m'a refusé les secours parce que, disent-ils, on en donne qu'à ceux qui ont leurs enfants chez les Frères". Hors de l'église, point de salut !

Le rôle des médecins

Les médecins jouent évidemment un rôle important au B.B.R..Ils visitent les familles admises par la commission administrative et leur délivrent des ordonnances qui sont exécutées gratuitement à la pharmacie du Bureau. Ils sont seuls juge de la nécessité de l'attribution des secours car "s'ils sont appelés auprès d'autres familles non inscrites qui leur semblent dans une situation exceptionnelle, ces messieurs sont priés de délivrer avec leur ordonnance une attestation spéciale sur le vue de laquelle les médicaments seront délivrés".

Leur tâche va d'ailleurs beaucoup plus loin : ils sont également des censeurs, "ils sont (...) priés de signaler à la commission administrative les abus qu'ils constateraient dans le cours de leur visite et de lui communiquer les observations que leur suggèrerait l'intérêt du service". Ils émettent en plus un avis consultatif lors de la révision de la liste des pauvres.

Ainsi est largement répandue l'image du "médecin bienfaisant" d'ailleurs relayée par la littérature. *Le médecin de campagne* de Balzac (1833) en semble l'archétype.

(à suivre)

Jérôme CUCARULL

PROCHAIN ARTICLE :

Les lois d'assistance de la Troisième République

POUR MAINTENIR LA MEMOIRE DE LA DEPORTATION ET DU GENOCIDE...


Pélerinage silencieux à Auschwitz

Le 27 octobre dernier, une conférence a été organisée dans la ville de Pont-Audemer (Eure), par Messieurs Demaegdt père et fils avec la participation de Monsieur Mortreuil et six anciens déportés, sous la présidence de Monsieur Benjamin Renacle, responsable de la FNDIRP de la Seine-Maritime et Président honoraire des Anciens de Dachau.

Notre ami Julien Papp est intervenu au cours de cette manifestation pour apporter une vue d'ensemble sur les conditions du système hitlérien et concentrationnaire.

Quelque temps après, il a également participé à un voyage d'étude en Pologne avec l'Amicale des Déportés d'Auschwitz et des Camps de Haute-Silésie.

Gavroche reproduit volontiers quelques images de cet itinéraire ainsi que l'exposé fait à Pont-Audemer, pour contribuer à maintenir vivante la mémoire des victimes et des martyrs du nazisme.

Depuis que les armées alliées ont libéré les premiers camps et que l'horreur des bagnes nazis a été connue dans toute son ampleur, on continue à ressentir l'angoisse et la stupeur : comment une chose pareille avait pu se produire, comment la torture, l'avilissement de l'homme et son extermination ont été rendues possibles au cœur même du monde civilisé.


Le mur des fusillés à Auschwitz le 1er novembre 1989.

Cette interrogation a pris en général deux formes. Il y a d'abord le témoignage et la commémoration qui tendent, périodiquement ou de façon occasionnelle, à rafraîchir les mémoires pour lutter contre l'oubli et pour entretenir les souvenirs des victimes. Il s'agit là, le plus souvent, d'une oeuvre accomplie par les rescapés et par tous ceux qui ont été affectés plus ou moins directement par les persécutions et les méthodes concentrationnaires. Il y a ensuite le travail historique qui cherche à élucider les causes et qui s'efforce d'apporter des explications dans un domaine qui, à maints égards, dépasse la raison. On peut montrer en effet que de nombreux aspects de l'univers des camps échappent à l'investigation rationnelle.

On évoque, par exemple, très souvent, combien les déportations étaient en contradiction avec les nécessités militaires, dans la mesure où il fallait libérer des milliers de convois quand le réseau ferré était déjà extrêmement tendu; ou encore le fait que parmi les Juifs, ceux qui ont pu échapper à l'extermination appartenaient aux catégories qui, du point de vue militaire, devaient être condamnées au premier chef, comme les déportés de nationalités ennemies — anglaise ou américaine — et d'une manière générale, les P.G.


. Démocrates et Juifs allemands sont contraints par les S.A. d'effacer les inscriptions antinazies sur les murs (1932).

juifs, protégés par la Convention de Genève et surveillés par la Croix Rouge : ces jeunes français, belges ou hollandais en âge de combattre ont été épargnés tandis que leurs femmes, leurs enfants ou leurs parents périrent dans les camps de la mort.

On pourrait aussi évoquer le caractère destructeur du système qui est en même temps auto-destructeur, dans la mesure où sa finalité est le massacre et que le meurtre est lié chez tous les peuples à des interdits, même l'assassinat de l'ennemi est une chose grave, entouré de maintes précautions et de cérémonies expiatoires. Renier cette règle absolue qui est un des fondements de toute civilisation supposerait un "homme nouveau" et des sociétés humaines entièrement fonctionnelles.

Les nazis se prenaient effectivement pour des hommes nouveaux, supérieurs aux autres. Ils ont érigé en doctrine un réflexe puéril que l'on retrouve chez n'importe quel peuple que la fortune de l'histoire a placé dans une position avantageuse.

Faut-il le redire qu'à l'heure où ils se sont retrouvés au niveau de leur propre vérité, tous ces gens apparaissaient ordinaires. Le journaliste américain William L.Shirer décrivait ainsi les grands dignitaires hitlériens qu'il venait de retrouver au procès de Nuremberg : "Je les avais souvent vus — au temps de leur gloire — au congrès annuel du parti, dans cette même ville. Devant le tribunal militaire international, ils avaient bien changés d'allure ! Vêtus pauvrement, effondrés à leur banc, nerveux, agités, ils ne ressemblaient plus guère aux chefs arrogants d'autrefois. On réalisait difficilement que de tels êtres eussent détenu un pouvoir monstrueux, conquis une grande nation et la plus grande partie de l'Europe." (1)

Devant l'absurde qui incite à déplacer les problèmes de la déportation sur le terrain de la morale, l'enquête historique possède plusieurs arguments que je livrerai très rapidement à vos réflexions :

— D'abord qu'une attitude strictement morale risquerait d'escamoter la question de la responsabilité des hommes et des institutions. Si la notion de *crime de guerre* a permis de formuler en termes juridiques des responsabilités individuelles, elle se trouve largement dépassée quand on s'interroge sur les conditions et les origines du crime;

— Ensuite, s'il est impensable d'évoquer cette période sans passion et sans émotion, il serait dangereux d'en faire une période de deuil et se taire comme s'il s'agissait d'une convenance privée et non pas d'une affaire publique qui engage tout le monde;

— Un troisième argument, que l'on doit évoquer en faveur d'une attitude rationnelle, est que c'était d'abord les victimes elles-mêmes ou leurs proches qui ont adopté la démarche positive, soit en apportant leurs témoignages, soit en élargissant leurs préoccupations sur l'ensemble de cette tragique expérience.

(1) Le Troisième Reich, T.II p.661.

Quoi qu'il en soit, le travail historique est placé dès le départ devant un ensemble de faits, devant un enchevêtrement de causes qui, selon la qualité des victimes, ne sont pas les mêmes et qui n'agissent pas de la même manière dans le temps et dans l'espace.

Si par exemple, la notion de pureté raciale était l'une des obsessions de l'hitlérisme, l'extermination des Juifs, des Slaves ou des Tsiganes n'est devenue une réalité qu'avec le déclenchement de la guerre et surtout après les victoires fulgurantes des armées nazies sur le front russe.

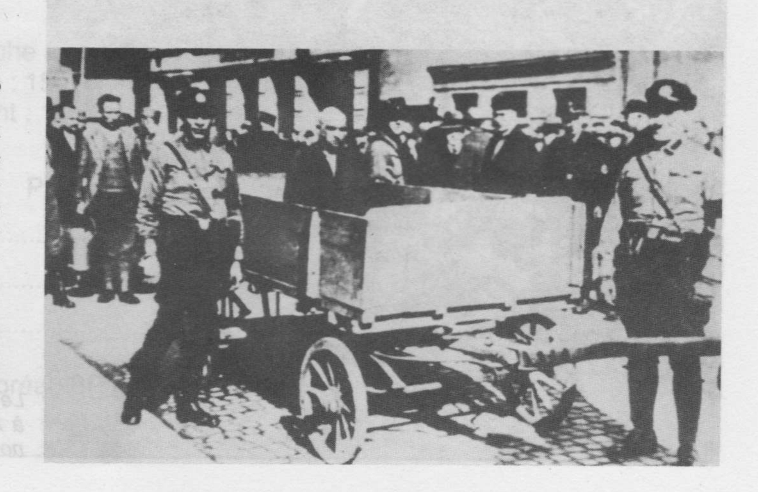
Par la suite, dans les territoires conquis et occupés, l'attitude des autorités et des populations pouvait modifier en atténuant ou en aggravant les conséquences de la domination hitlérienne.

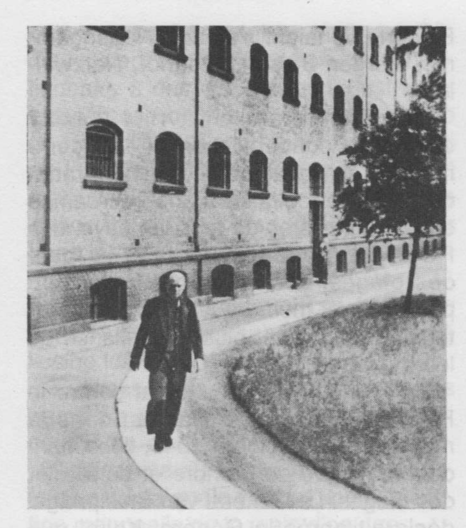
Mais quels que soient le lieu de cette domination et la qualité des victimes, on retrouve partout la responsabilité majeure et directe de l'Allemagne nazie.

Il n'est guère possible de décrire ici en détail toutes les étapes de la naissance de l'Etat totalitaire en Allemagne.

Rappelons brièvement que dès les deux premières années du régime (1933-34) la confusion a été réalisée entre les organismes traditionnels de la République de Weimar et les organisations militantes du parti nazi. En même temps qu'Hitler réunissait les fonctions de chef d'Etat, de chef de Gouvernement et de chef de Parti, les cadres politiques, partis et syndicats étaient dissous et leurs dirigeants persécutés.

Très rapidement, toutes les institutions se trouvaient imprégnées de


Bernard Kuhnt, ancien ministre social-démocrate, placé sur un tombereau à ordures que ses amis doivent traîner dans les rues de Chemnitz : conséquence de l'incapacité des socialistes et de la politique suicidaire des communistes à s'opposer à la montée du nazisme.



Ernst Thaelmann, chef du P.C. allemand dans sa prison à Berlin en mars 1933. Il sera assassiné le 18 août 1944 à Buchenwald. Il déclara devant le Reichstag le 11 février 1930 que le fascisme était déjà au pouvoir en Allemagne, et ce, à une époque où les Sociaux-démocrates étaient à la tête du gouvernement.

l'idéologie nazie à la suite d'un processus de mise au pas de la culture; dans le domaine administratif, les fonctionnaires avaient perdu toute garantie d'indépendance et les autonomies traditionnelles disparaissaient également.

Un nombre grandissant de compétences ont été directement rattachées à des chancelleries qui dépendaient du chef, et l'on a multiplié, en dehors du contrôle régulier des Ministères, toute une série d'organismes d'exception, comme l'Inspection du système routier, la Direction du Service du Travail, de la Hitler-Jugend, de la Police ou du Plan quadriennal...

Tous ces services étaient placés sous le contrôle des personnages, grands dignitaires du nazisme, comme Fritz Todt, Himmler ou Goering, qui dépendaient personnellement du Führer.

De même, c'est en tant que représentant personnel de celui-ci que les Commissaires du Reich chargés des pays occupés administreront leurs territoires en Bohême, en Pologne, en France, au Danemark ...

Deux domaines traditionnels, l'armée et l'économie, qui dans une première phase ont pu garder une indépendance relative, étaient affectés à partir de 1937 de changements significatifs : des modifications intervenues dans le commandement de l'armée et dans la diplomatie ainsi que dans l'intensification de la préparation économique de la guerre, les persécutions de plus en plus violentes contre les Juifs révélaient chez Hitler une orientation politique que la prudence de sa tactique empêchait de bien voir jusque là même pour les observateurs les plus perspicaces.

Les égards manifestés encore ici et là à l'ancienne administration disparaissent alors pour laisser entière liberté au Parti. La dissolution des cadres administratifs a cédé la place aux innombrables conflits de compétence et en même temps se met en place l'Etat SS qui réunira sous son contrôle les services de la Police et qui jettera les bases d'un système concentrationnaire différent des premiers camps ouverts dès 1933, mais qui apparaissaient encore comme des "prisons modèles".

La décomposition des structures traditionnelles de l'Etat se manifestait par la cessation progressive puis définitive, à partir de 1938, des réunions du Conseil des ministres.

Le Parti national socialiste a constitué un réseau serré d'organismes à travers tout le pays (cellules, cercles, régions, villes...) et beaucoup de membres du Parti cumulent des postes à caractère administratif et politique.

En 1937, 86% des fonctionnaires prussiens sont membres du Parti et 63% dans le reste de l'Allemagne. On voit des Gauleiter parvenir aux postes les plus élevés malgré leur incapacité et leur incompétence.

Contrairement à ce que l'on croit souvent, l'Allemagne nazie et, en général, les états totalitaires ne sont pas des états centralisés : c'est au contraire l'effondrement des barrières administratives devant la pression des ambitions et des avidités; tous ceux qui se réclament du Führer prétendent à un poste de commandement. L'Etat hitlérien n'a jamais été un Etat structuré mais, comme le disait un historien, "une pyramide chancelante de clientèles et de dépendances".

En fait, et on observera la même chose dans la France de Vichy, l'état autoritaire n'a pas rendu moins coûteuse l'administration. En Allemagne, les dépenses de cette nature ont augmenté de 170% entre 1934 et 1939; rien que pour administrer le Parti, 25.000 fonctionnaires étaient payés. L'Etat hitlérien c'est l'incompétence et la corruption dont l'étendue dépassait incomparablement ce que les nazis prétendaient dénoncer chez les partis de la République de Weimar.

L'aspect le plus caractéristique et le plus monstrueux de ce système a été la création, dans la plus totale confusion, d'innombrables "empires privés", l'instauration d'une véritable "anarchie féodale" qui ont donné lieu à des gaspillages éhontés, à des empoignades effrénées et à des conflits de compétence que seuls l'autorité du chef et des exhibitions du régime ont pu dissimuler plus ou moins.

Parmi ces "empires privés", l'Etat SS occupe une place de premier plan. L'Etat SS, dont l'édification n'a été possible que par l'abdication de la magistrature, se libère entièrement de la notion de la légalité et reçoit du Chef une entière liberté d'action.



L'appel des déportés politiques allemands au camp de Dachau : on y ajouta par la suite des criminels de droit commun et des "asociaux".

A l'origine, les SS formaient la garde personnelle d'Hitler. Depuis 1929 Himmler en était le chef : ce personnage que ni son intelligence, ni son aspect physique, ne destinaient à une brillante carrière fut l'un des instigateur de la Nuit des longs Couteaux. A partir de 1936, il réunissait entre ses mains la direction de la police du Reich et des corps SS.

Les SS avaient leurs propres tribunaux, leurs codes d'honneur, leurs lois, leurs finances et leur mystique individuels. Ses membres se recrutaient parfois dans les classes les plus élevées de la société, 18% des Obergruppenführer étaient nobles, beaucoup avaient des diplômes universitaires et beaucoup venaient de l'Armée ou des organisations sportives et paramilitaires; des membres de la Finance et de la Diplomatie étaient admis comme membres d'honneur.

Le dressage que recevait les SS était destiné à leur inculquer le goût du combat pour le combat, l'obéissance absolue, l'absence de pitié et de tout sentiment d'humanité, le mépris des races dites inférieures et le culte de la camaraderie.

Durant les années de paix, l'activité des SS portait sur l'administration des camps et la persécution des Juifs. Depuis le début de la guerre, le développement des SS a connu un essort extraordinaire.

Dès le 27 septembre 1939, la création d'un Office principal de sécurité du Reich donnait à la SS le moyen du contrôle policier sur toute l'Allemagne et dans les territoires conquis. En même temps, les effectifs de la Waffen SS, c'est-à-dire les sections combattantes


L'abdication de la magistrature...

des SS, ont augmenté rapidement et permis de substituer au corps des officiers une génération plus jeune, élevée dans l'esprit du national-socialisme.

Le nombre des divisions mises en place après la campagne de Pologne atteindra 35 à la fin de la guerre, regroupant quelques 500.000 hommes sous le commandement de Himmler. Parmi les exploits de ces tueurs fanatisés, les exemples les plus célèbres sont la tragédie des petits villages de Lidice, près de Prague et d'Oradour-sur-Glane, près de Limoges.

D'une manière générale, ce sont les SS qui ont organisé l'extermination des Juifs et qui ont généralisé le système concentrationnaire.

La guerre contre la Russie soviétique a commencé comme une entreprise de destruction de 30 M de Slaves. Himmler a fait approuvé le *Décret sur les Commissaires* qui prévoyait l'exécution immédiate des fonctionnaires politiques soviétiques prisonniers, décret qui n'a provoqué aucune résistance de la part du Haut commandement de l'Armée de Terre. C'est encore Himmler qui a constitué les *équipes spéciales d'action* (Einzatzgruppen) déjà utilisées en Pologne, qui ont suivi l'Armée en procédant à l'extermination des élites politiques et intellectuelles. L'action de ces équipes spéciales sur le front russe annonçait la *solution finale* de la question juive.

Jusqu'en 1939, les Juifs ont été dépossédés de leurs biens et mis au ban de la société en Allemagne, en Autriche, en Bohème puis en Pologne.

Sur le front de l'Est, les unités spéciales SS ont commencé par renouveler l'usage des pogroms en tuant quelques 34.000 personnes en deux jours à Kiev, et cela avec la complicité de la Wehrmacht. C'est l'époque où sont créés en Pologne les camps pour l'extermination des Juifs à Chelmno, Belzec, Maidanek, Sobibor, Treblinka. Dès le début de 1942 commencent les transports massifs vers le camp d'Auschwitz, qui de simple camp de travail a été transformé en camp de mort.

Après la mise en usage du Cyclone B le "rendement" de ce camp atteindra jusqu'a 12.000 victimes par jour. Le nombre de Juifs assassinés à Auschwitz s'élève à quelque 2 millions.

Dans les territoires occupés, des rafles ont lieu avec l'appui plus ou moins empressé des autorités locales. En France, les arrestations du 16 juillet 1942 ont pleuplé les camps de Drancy et de Beaune-la-Rolande avant que les convois ne soient acheminés vers la Haute Silésie; à Varsovie, il a fallu 40 jours de combats en avril 43 et le dynamitage de toutes les maisons pour venir à bout des insurgés et pour vider les ghettos vers les camps; aux Pays-Bas, malgré la résistance de la population, tous les Juifs ont été déportés, même ceux qui étaient issus de mariages mixtes; en Hongrie, la Wehrmacht était déjà aux abois quand Himmler a fait déporter avec la collaboration d'Eichmann 400.000 Juifs hongrois dans l'été de 1944.

On a estimé dès la Libération, et ce chiffre reste toujours valable, à 6 M le nombre de Juifs qui avaient péri, la moitié dans les camps, la moitié avant d'y parvenir, soit 40% du peuple juif dans son ensemble.

Il est indéniable que le génocide des Juifs constitue un événement singulier.Il est singulier par l'ampleur du crime, par les motivations et par les moyens mis en oeuvre.

Mais le système concentrationnaire dépasse le problème de la persécution des Juifs. L'univers concentrationnaire s'est étendu à d'autres catégories humaines condamnées à l'humiliation, à la souffrance et à la disparition, comme les Tsiganes, les Slaves, les Résistants et tous ceux que les nazis considéraient comme des asociaux.

Dès le début de la guerre, les camps se multipliaient et s'internationalisaient. Aux premiers camps édifiés à Dachau, à Buchenwald et Mauthausen puis en Pologne venaient s'ajouter Neuengamme, Bergen-Belsen, Stutthof, Natzweiler...

On dénombrait, en avril 1944, 22 camps de concentration et 165 commandos de travail qui leur étaient rattachés. Se retrouvaient dans ces camps des communistes de tous les pays, des PG russes, des résistants et la foule des otages, des raflés par hasard ou par erreur et même quelques collaborateurs qui n'avaient plus la confiance de leurs maîtres.

En France, après l'attentat contre le Feldkommandant de Nantes, dans la matinée du 20 octobre 1941, l'occupant donnait l'ordre de prendre et de fusiller des otages. Le Général von Stuelpnagel déclarait après le Général Keitel que "plus les otages que l'on exécute seront connus, plus fort sera l'effet préventif exercé sur les auteurs des crimes".

29.660 otages français furent exécutés par les Allemands pendant la guerre et au moins 40.000 sont morts dans les prisons. Pour la Pologne, le chiffre des otages exécutés s'élève à 8.000 et pour la Hollande à 2.000 environ.


L'angoisse du ghetto de Varsovie.

C'est le Général Keitel qui a rédigé également sur les ordres de Hitler le fameux décret Nuit et Brouillard contre les populations des territoires conquis de l'Ouest : il prévoyait de ne pas exécuter immédiatement les personnes arrêtées, mais de les faire disparaître sans laisser de trace dans la nuit et le brouillard de l'inconnu, quelque part en Allemagne. Aucune information concernant leur sort ne devait être transmise à leur famille, même lorsqu'il ne s'agissait que de l'endroit où elles étaient enterrées.

La définition théorique des camps hésitait entre l'extermination pure et simple de l'*antirace* et le travail productif dans le cadre de l'économie de guerre. Sous cet aspect, les camps fonction-

naient essentiellement au profit des SS, qui louaient la main d'oeuvre concentrationnaire à des entreprises industrielles puissantes comme I.G. Farben, Krupp ou Roechling... Cette main d'oeuvre, qui ne leur coûtait rien, était constamment renouvelable : peut-être 3 millions de déportés ont été amenés à travailler dans les usines secrètes souvent dissimulées sous terre, comme Dora. A Auschwitz, les déportés ont fourni en avril 43.321.000 journées de travail à l'usine I.G. Farben de Monowitz.

L'utilisation des travailleurs dans les camps a donné lieu à de nombreux conflits de compétence, mais les objectifs exterminateurs du système ont toujours prévalu sur le souci d'une exploitation rationnelle de la main d'oeuvre.



Juin 1934. Hitler accueilli dans la Ruhr par Fritz Thyssen (à g) et A.Vögler (à dr.), représentants de la grande industrie allemande.

De tous les crimes qu'on avait jamais connu dans l'histoire les SS n'étaient pas les seuls responsables, mais des catégories entières de la société allemande qui ont largement profité de l'ordre nouveau et qui n'ont jamais élevé la moindre protestation. Ce qui ne signifie pas que les entreprises monstrueuses doivent être déduites de la nature même du peuple allemand. Mais il est stupéfiant qu'en si peu de temps, un régime ait pu aseptiser et déhumaniser à ce point un peuple instruit et civilisé.

Muller-Clauduis, un auteur allemand démocrate de la vieille école a analysé le comportement de ses compatriotes à l'égard des persécutions juives. Il s'est livré a des observations clandestines dans l'Allemagne de 1942, au plus fort des déportations. Il est arrivé aux conclusions suivantes en ce qui concerne la politique d'extermination : 5% d'approbation enthousiaste; 69% d'indifférence totale; 21% de doute et de désarroi; 5% de désapprobation catégorique. On trouve donc à des titres divers 90% d'indifférents. Il s'agit de ces majorités passives que l'on retrouve dans la plupart des collectivités et qui se laissent mater par la terreur ou sont prêts à suivre un chef. (En France, la proportion des résistants n'atteignait pas 5% ...).

En fait, l'acceptation de la dictature policière était liée à l'effondrement de toutes les valeurs intellectuelles, à la mise au pas de l'intelligence, à la création d'un nouveau système scolaire et universitaire qui ne laissait aucune place à la réflexion.

Une partie considérable de la couche cultivée : des hommes de lettres, des universitaires, des artistes et des gens d'Eglise ont accepté de collaborer à une transformation des habitudes cuturelles de l'Allemagne. Ils pensaient que le national-socialisme serait une heureuse réaction contre la philosophie matérialiste, contre le bolchévisme et le pacifisme.

La mise en place d'un système de pensée ou plutôt d'absence de toute pensée a été l'oeuvre de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande. Il disposait des moyens d'action pratiquement illimités et il a su donner à la propagande une extension qu'elle n'a connu jusqu'alors dans aucun Etat.

Par les méthodes qui répondaient aux besoins de l'inconscient et qui faisait appel à l'irrationalité, il a réussi à maintenir le peuple allemand pendant 12 années dans un état entre la terreur et l'exaltation. Les changements qu'il a opéré dans le monde de la culture ont obligé la plupart des artistes et des écrivains récalcitrants à quitter l'Allemagne ou à pratiquer l'émigration intérieure, c'est-à-dire à se taire sur les thèmes du jour.

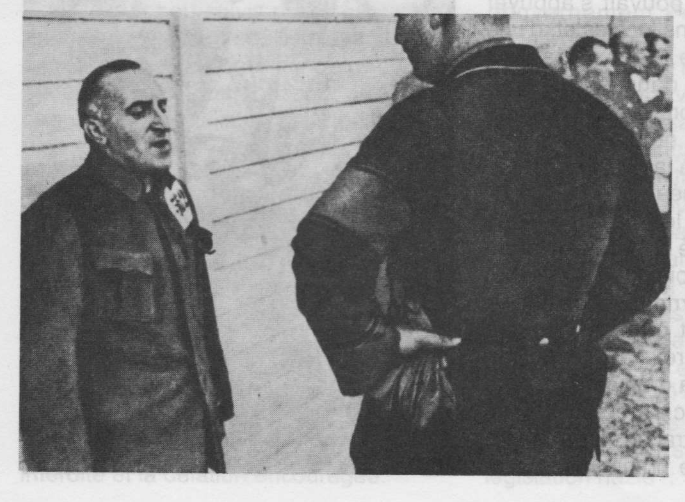
On a cessé de jouer dans les concerts les oeuvres des compositeurs juifs comme Mendelssohn et Mahler, et relégué au second plan Goethe, Schiller et Mozart comme des affreux francs-maçons...

Les peintres impressionnistes se sont vus expulsés des musées et un style néo-classique lourd a remplacé l'école d'architecture moderne.

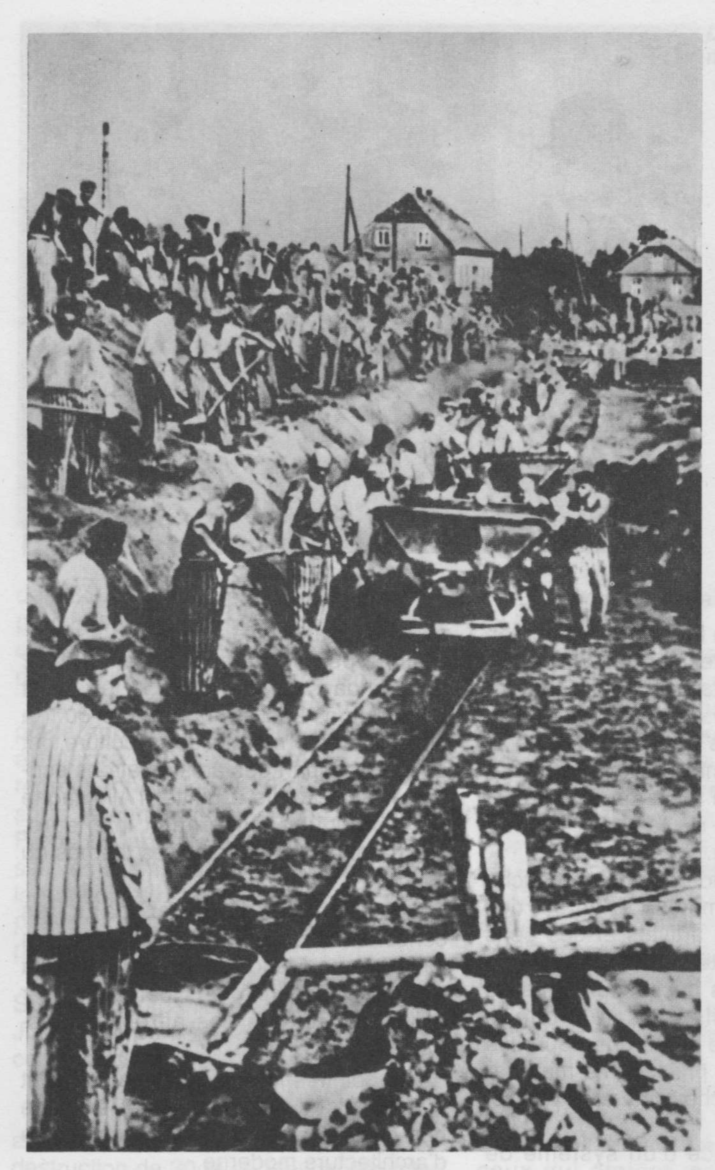
Dans la littérature, les écrivains qui ont accepté de servir le régime s'attachaient à l'exaltation de la terre, des mythes germaniques et de la communauté nationale.

Dans le domaine de la presse, le nombre des journaux nazis, qui était encore très faible en 1933, s'élève à 436 en 1934. La presse a été l'objet d'une vaste entreprise de spoliation au bénéfice d'un proche collaborateur de Goebbels, Max Amann, qui a mis la mains sur les plus importantes agences d'information et a pu édifier une fortune gigantesque. Des ordonnances de 1935 ont rendu impossible toute presse indépendante. Les journaux ont perdu d'ailleurs très vite tout intérêt au profit de la radio qui occupe, dans l'intoxication du peuple, une place beaucoup plus importante : le nombre des postes a quadruplé entre 1933 et 1942.

L'enseignement a subi de son côté des transformations radicales et le façonnement de la jeunesse a été facilité par la toute puissance de la Hitler-Jugend, surtout après 1936 quand toutes les organisations confessionnelles ont été dissoutes. Les maîtres étaient livrés aux dénonciations des



L'écrivain Carl von Ossietzky au camp d'Esterwegen. Interné le 28 février 1933, il recevra le prix Nobel pendant sa détention, grâce à la campagne menée par la Ligue allemande des droits de l'homme, soutenue par T.Mann, R.Rolland, Einstein, Virginia Woolf, B.Russel, A.Huxley et L.Blum. Il mourra le 4 mai 1938.



L'extermination par le travail.

élèves et des parents et devaient faire place, de gré ou de force, aux nouvelles idéologies de leur enseignement.

La mise au pas de l'Université a été d'autant plus aisée que la majorité du corps professoral était résolument nationaliste et hostile à la République de Weimar.

Les Associations d'étudiants étaient encore plus malléables puisque, dès avant 1933, elles sympathisaient avec l'idéologie nazie et multipliaient les violences contre les professeurs pacifistes et socialistes, et terrorisaient véritablement les universitaires juifs. Un nombre respectable de maîtres refusaient le système qui bafouait la science, encourageait la délation et manipulait les examens. En 1933-34, 15% des professeurs d'Université furent congédiés, tandis que cinq Prix Nobel, dont Einstein, prenaient le chemin de l'exil.

A la faveur des succès de la Wehrmacht, l'Allemagne a exporté en quelque sorte le régime hitlérien. L'ordre nouveau a non seulement donné un nouvel élan aux partis fascistes d'avant-guerre, il a séduit de nombreuses catégories des populations occupées et entraîné certains Etats dans la collaboration.

Beaucoup d'industriels se réjouissaient de la disparition des conflits sociaux, de l'interdiction des grèves et des vastes possibilités que laissait espérer la victoire de l'Allemagne.

Dans beaucoup de pays également, l'antisémitisme nazi pouvait s'appuyer sur de solides traditions locales et, d'une manière générale, les classes moyennes voyaient, dans l'ordre nouveau, le garant de l'ordre social cependant que les Eglises nourrissaient l'espoir que disparaisse à jamais le matérialisme communiste athée.

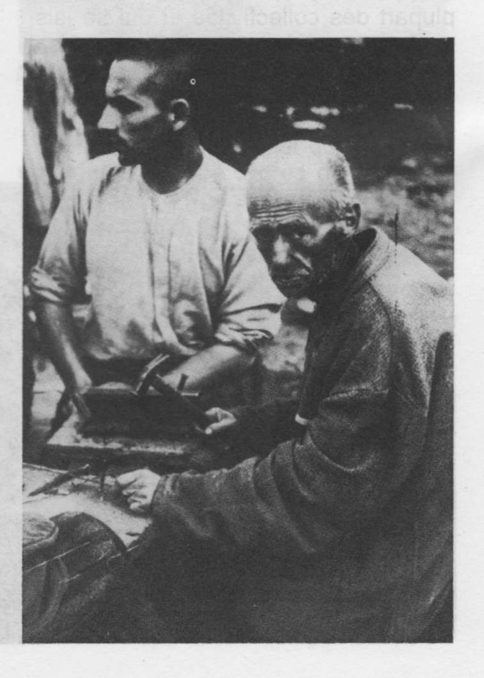
On sait que dans les pays occupés aucun régime installé à la faveur de la défaite n'a été aussi loin dans la collaboration que le gouvernement de Vichy, convaincu qu'il était que l'Allemagne allait gagner la guerre. La "Révolution nationale" de Pétain a engendré un régime proche du fascisme. Dans les sphères de l'administration, on a procédé dès le début à de nombreuses suspensions, mutations et révocations : jusqu'à la fin de 1940, on révoqua 2282 fonctionnaires.

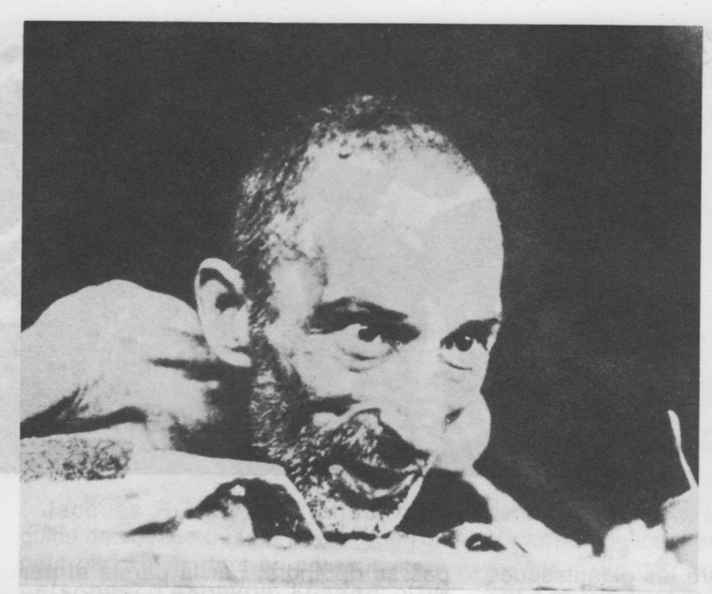
La répression policière a abouti à des arrestations massives : 50.000 opposants se trouvaient, au début de 1942, dans les prisons et 30.000 autres entassés dans des camps d'internement improvisés. Les principales victimes étaient les communistes, les gaullistes, les juifs étrangers et tous les "malpensants", les francs-maçons en particulier.

L'Etat français se méfiait de la police de la Troisième République et il a créé des polices parallèles, comme les Groupes de Protection du colonel Groussard, puis le Service d'Ordre de la Légion (SOL), dont les membres juraient de "lutter contre la démocratie, la dissidence gaulliste et la lèpre juive".

Le SOL a donné naissance en janvier 1943 à la Milice, sous le patronnage de Pétain, et sous le commandement de Joseph Darnan : La Milice était une véritable unité de Waffen SS organisée militairement et possédant ses cours martiales; elle pourchassait les réfractaires, les résistants, elle se livrait à des exécutions sommaires et se trouvait partout à la pointe des opérations contre le maquis. Avant la Milice, Pierre Pucheu avait mis en place une Police des Questions juives et un Service de Police anti-communiste qui avait droit de regard sur les deux zones. Entre 1941 et 1944 une seule des Brigades spéciales de la Préfecture de Police a procédé à 2.071 arrestations, sur lesquelles 495 personnes furent livrées aux Allemands et 125 fusillées.

Dans la panoplie des armes contre la Résistance figure la loi du 14 août 1941 instituant dans chaque Cour d'Appel une Section spéciale qui jugeait sans recours. D'autre part, un Tribumal d'Etat fut créé à Lyon et à Paris qui pouvaient comprendre des juges pris en dehors de la magistrature.





Pour que le monde ne voie plus jamais cela...

Le gouvernement de Vichy a donc mis tout un système répressif à la disposition de l'occupant. Les combattants de l'ombre étaient constamment menacés par la perquisition et le pillage de leurs biens; s'ils réussissaient à s'échapper, ils avaient toujours à redouter l'arrestation de leurs proches et, s'ils étaient pris, les tortures les plus atroces les attendaient. Puis, s'ils ne mouraient pas sous les coups, leur martyr se prolongeait par la mort lente dans un camp de concentration. D'autres catégories que les Résistants étaient systématiquement frappées par l'appareil répressif "hitléro-vichyste".

Depuis plusieurs décennies, l'Action Française avait dénoncé les Francs-Maçons, comme le chancre de la France. Pétain estimait "qu'un Juif n'est jamais responsable de ses origines un franc-maçon l'est toujours de ses choix".

La loi du 14 août 1940 a supprimé toutes les sociétés secrètes et ordonné la saisie de leurs biens. On publia 14.000 noms au Journal Officiel comme une liste d'infamie; les fonctionnaires devaient certifier par écrit qu'ils n'étaient pas francs-maçons.

De leur côté les communistes qui étaient déjà poursuivis par le gouvernement Daladier parce qu'ils n'avaient pas condamné le pacte germano-soviétique, étaient ensuite pourchassés, au même titre que les socialistes, pour délit d'opinion, en tant que responsables du Front populaire. En zone nord, on soupçonnait les communistes d'être de connivence avec l'occupant, en zone sud, ils étaient assignés à résidence, privés de leurs mandats et fonctions puis internés et déportés en Algérie où, dans une douzaine de camps du Sud Saharien, ils subissaient un régime sévère.

Parmi les résistants, de nombreux "Français libres" se sont vus déchus de leur nationalité, l'écoute de la B.B.C. fut interdite et la délation encouragée.

Contre les Juifs, le comportement des autorités de Vichy a été, à maints égards, plus méprisable que celui de l'occupant.

Il y avait environ 300.000 Juifs en France, dont la moitié au moins parfaitement assimilée; beaucoup sont venus dans l'entre-deux-guerres pour se mettre à l'abri de la persécution qui sévissait en Europe centrale. Pour l'extrême droite qui était antisémite pour des raisons culturelles, la présence des Juifs étrangers était un ferment de dégénérescence des vertus nationales.

Après leur victoire sur la France, les nazis pensaient pouvoir débarrasser l'Allemagne des Juifs en les expédiant en zone sud, au-delà de la ligne de démarcation. On a relancé en même temps l'idée de créer un Etat juif à Madagascar, une sorte de "super ghetto" sous mandat français et surveillé par les nazis.

En zone occupée, les Allemands ont pris dès le 30 août 1940 un ensemble de décisions, comme l'insigne spécial et le recensement, et le 27 septembre ils ont promulgué un statut des Juifs valable pour "leur" zone. Ce statut prévoyait la dépossession des Juifs et l'aryanisation de leurs entreprises. Si le gouvernement Pétain a protesté, ce n'était pas contre les mesures frappant une catégorie de Français, mais contre le fait qu'elles avaient été prises, en terre française, sans le consentement de l'autorité française et donc sans le respect de l'armistice.

Une sorte d'émulation s'engagea dès lors entre l'occupant et Vichy pour voir qui serait le plus antisémite.

Rien n'obligeait Vichy à appliquer en zone sud les mesures allemandes, les autorités d'occupation ne le lui avaient pas demandé : c'est donc de sa propre initiative que le 30 octobre 1940 il édicte un statut des Juifs pour la zone sud, qui sur trois points sera plus dur que la législation nazie :

— la définition du Juif fondée sur la race y était plus large que la conception nazie, fondée sur la religion;

— les Juifs étrangers ont été internés dans des camps spéciaux;

— enfin, Vivhy a enlevé la nationalité française aux Juifs d'Algérie que le décret de Crémieux leur avait accordée.

Ensuite, comme Vichy craignait que l'aryanisation des entreprises juives ne soit un subterfuge pour les Allemands de devenir massivement les propriétaires de ces biens, il a exigé que les gérants en soient des Français, ce que l'Allemand a accepté de bon gré puisque sa tâche s'est trouvée facilitée. Mais du même coup, les Français devenaient complices en participant à la spoliation d'autres Français.

Pour affirmer son autorité et aussi pour donner des gages de bonne volonté à l'occupant, le pouvoir pétainiste a accepté que la Police française prenne en charge les rafles de Juifs en zone occupée. C'était notamment le cas de la célèbre rafle de 13.000 Juifs, dite du Vél d'Hiv., du 16 juillet 1942 qui a bouleversé les Parisiens

Dans l'espoir d'obtenir quelque avantage, les gens de Vichy se sont livrés également à cet honteux marchandage qui consistait à vouloir échanger des Juifs étrangers contre des Juifs français. Le 12 février 1943, Knochen, chef du SD en France écrivait à ce sujet : "Des Juifs de nationalité française, arrêtés pour n'avoir pas porté l'étoile jaune ou pour d'autres infractions, devaient être déportés. Bousquet (secrétaire d'Etat à la Police du gouvernement de Vichy) déclara (...) que la police française ne se prêterait pas à cette mesure. A notre réponse que celle-ci serait effectuée par des forces allemandes, la police française répliqua en organisant une rafle et en arrêtant 1300 Juifs étrangers. Ces Juifs furent remis à la police allemande avec l'indication de les déporter à la place des Juifs français. Il va sans dire qu'en l'espèce, les deux catégories de Juifs vont être déportées".

Jusqu'à la fin de l'occupation, 76.000 Juifs de France ont été déportés, dont 22.000 avaient la nationalité française. Sur l'ensemble, 2500 sont revenus des camps, c'est-à-dire moins de 3%.

Quand, après l'invasion de la zone sud en novembre 1942, l'armée itlienne a mis la main sur la région de Nice et des Alpes, on a vu de nombreux Juifs se réfugier dans ces deux parties de la France pour se mettre sous la protection de l'armée italienne. Les autorités de cette dernière ont refusé de suivre Mussolini et de satisfaire aux exigences allemandes en matière de solution finale. Un membre de l'E.M. italien en Croatie, qui n'ignorait pas ce que voulait dire la *solution finale* écrivait "qu'il faillait éviter que l'armée italienne ne se salisse les mains dans cette affaire". L'Italie fas-

ciste était donc moins antisémite que la France de Vichy !

Comme en Allemagne et en Pologne les populations des pays de l'Europe de l'Est ont assisté le plus souvent avec indifférence à l'agonie de Juifs. En Ukraine et en Crimée, les milices et des autorités civiles locales ont même pris l'initiative et participé à leur liquidation. En Hongrie, les intellectuels et les classes moyennes ont largement adhéré à la propagande anti-juive et les sauvetages semblent avoir été souvent intéressés. Des raports de sources sûres ont même signalé que la gendarmerie hongroise avait tendance à traiter les Juifs d'une manière pire que la Gestapo.

Mais l'indifférence des masses populaires ou les sourdes satisfactions n'étaient pas un phénomène universel. En Bulgarie, il y a eu de vastes manifestations. La foule criait spotannément lors du départ des convois : "Nous voulons que les Juifs reviennent".

C'était surtout chez les petits peuples pacifiques aux vieilles traditions démocratiques que les gouvernants et les populations ont réagi avec le plus de fermeté et d'unanimité. Aux Pays-Bas, les premières déportations en février 1941 ont suscité une telle émotion qu'une grève générale de plusieurs jours s'est déclenchées spontanément à Amsterdam. Au Danemark, les Allemands n'ont pas osé imposer le port de l'étoile jaune à la suite de la déclaration du roi Christian X qu'il porterait luimême l'étoile si elle était imposée à ses sujets. Dans ce pays, la déportation fut déjouée avec la collaboration active de la population toute entière qui a aidé les Juifs à se cacher, et 6 à 7000 d'entre eux à se réfugier en Suède.

Ces attitudes exceptionnelles montrent l'effet que pouvait avoir les déclarations fermes et les gestes des puissants de ce monde sur les sentiments populaires.

Or, comme l'écrit Henri Michel, "La seule autorité internationale qui pouvait élever la voix contre les gigantesques crimes nazis était le Vatican, et ... le Vatican s'est tu". Pourtant le chef de celui-ci et ses dignitaires n'ignoraient rien. Dès février 1941, il s'est trouvé au sein même de l'Eglise des personnalités pour parler "Haut et clair" : le cardinal Innitzer à Vienne, le chargé d'affaires Burzio en Slovaquie, le visiteur apostolique Marcone en Croatie, l'évêque grec catholique de Léopol des Ruthènes à Lvov, le délégué apostolique Roncalli à Istanbul... faisaient parvenir à Rome les informations les plus terribles et "Pie XII en savait assez pour se rendre compte que les nazis étaient en train de massacrer les Juifs par dizaines et centaines de milliers..." constate un autre historien, François Delpech en évoquant les violentes réactions provoquées en 1963 par *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth, dans un monde chrétien encore presque intouchable et déjà sur la bonne voie pour se réinstaller dans sa bonne conscience.

Quant à l'institution même, après avoir fourni ses assises les plus profondes à l'antisémitisme (en Europe centrale et orientale notamment où celui-ci a gardé le caractère populaire et massif du vieil antijudaïsme) l'Eglise n'a pas su défendre, par la parole et par l'action, les principes élémentaires de la civilisation occidentale. Après cette faillite, que dire de l'acharnement de toutes ces instances qui gèrent la superstition et les illusions de la conscience : quelle morale veulent encore proposer sinon imposer dans un pays, surtout comme la France, presque unique au monde, où la séparation de l'Eglise et de l'Etat a du moins clarifié les choses en débarrassant l'homme du fardeau institué de l'irrationnel et en laissant leur possibilité au savoir, au bon sens et à une simple humanité.

Julien PAPP

En attendant l'exécution (Majdanek, le 3 novembre 1943).





Auschwitz-Birkenau : Le bout du monde.

Bibliographie :

F.Bédarida, *La politique nazie d'extermination,* A.Michel, 1989.

F.Bédarida, *Le nazisme et le génocide — Histoire et enjeux,* Nathan, 1989.

J.Bariety & J.Droz, *L'Allemagne, T.3. République de Weimar er Régime hitlérien 1918-1945,* Hatier,1973.

Danuta Czech, *Auschwitz..,* Interpress, 1988.

F.Delpech, *Pie XII et la persécution nazie,* L'histoire N°32.

F.N.D.I.R.P., *La Déportation,* 1978.

S.Friedländer, *L'extermination des Juifs,* L'histoire N°11.

W.Laqueur, *Weimar..,* Laffont, 1978.

J.Marszatek, *Majdanek The Concentration Camp in Lublin,* Interpress, 1986.

H.Michel, *La Seconde guerre mondiale,* T1, Puf, 1968.

H.Michel, *Pétain et le régime de Vichy,* Puf, 1978.

J.Papp, *Un colloque sur "La politique nazie d'extermination",* Gavroche N°37.

L.Richard, *Le nazisme & la culture,* Maspero, 1978.

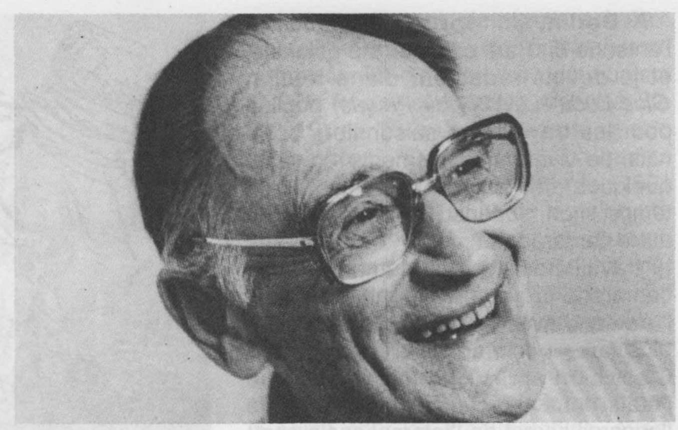
L.Poliakov, *Bréviaire de la haine,* Calmann-Lévy, 1951.

W.L.Shirer, *Le Troisième Reich,* T.2, Stock, 1966.

Warszawskie Getto 1943-1988. Interpress, 1988.

A propos d'un livre

MANUEL DU GOULAG



Jacques Rossi

Jacques ROSSI est l'auteur d'un guide de voyage très particulier que l'on peut offrir, mais dont on ne souhaite à personne d'en avoir l'usage : un *Manuel du Goulag* (à paraître en français). Avec un humour caustique, il déclare avoir un avantage sur les très nombreux auteurs qui ont traité du phénomène concentrationnaire soviétique : celui d'y avoir vécu pendant 24 ans (un record, sans doute) et d'avoir écouté les récits de milliers de ses co-détenus. Ces 24 années sont aussi l'aboutissement d'un engagement. Voici le récit de cet itinéraire hors du commun.

Question : *Enfant, puis adolescent, vivant dans un milieu aisé, d'une certaine façon cosmopolite, comment vous êtes-vous tourné vers le mouvement communiste ?*

Je suis né en 1909; mon père était mort avant ma naissance, et lorsque j'eus trois ou quatre ans, ma mère a épousé un ingénieur polonais. Mon beau-père, sollicité pour son travail, nous fit voyager à travers l'Europe, tantôt en Allemagne, tantôt en Autriche, parfois en Italie ou en Angleterre, et bien sûr en France. C'est comme cela qu'enfant, j'ai commencé à parler plusieurs langues, car je m'intéressais aux gens, à leur manière de parler et j'avais le contact facile. Plus tard, vers 1918, nous nous sommes installés en Pologne. Ma mère mourut quand j'avais huit ans.

Mes premiers souvenirs, c'était la France, et en Pologne, j'ai perçu une différence entre la France, pays de traditions démocratiques et cette Pologne où existait d'autres traditions très anciennes. Dans les terres de mon beau-père, au centre de la Pologne, il m'arrivait de rencontrer une vieille paysanne qui me baisait la main : j'étais choqué, et les gouvernantes m'obligeaient à accepter cette marque de déférence. En même temps, je jouais avec des petits paysans et j'employais des mots de leur vocabulaire, ce qu'elles détectaient très vite.

A partir de ces petits faits, je commençais à m'interroger, tout en vivant dans cette maison, me déplaçant avec chauffeur ou cocher, et trouvant cela naturel. Pourtant, je n'étais pas très à l'aise et c'est sans doute cela qui m'a rendu ouvert à ce qui venait d'ailleurs. A l'école, j'avais des camarades, fils d'avocats ou d'ingénieurs, mais aussi des fils de traminots ou d'ouvriers qui étaient très pauvres. Je voyais les différences matérielles.

Au cours de voyages à Paris, je ne voyais pas de tels contrastes ou du moins je les ignorais. Vers l'âge de quinze, seize ans, j'ai commencé à lire Rousseau, puis Voltaire. Puis, je commençais à utiliser les mots "justice sociale".

— *Mais aviez-vous connaissance de l'existence du Parti communiste ? Et comment avez-vous été touché par sa propagande ?*

A l'époque, dans les années 1925-1927, le Parti communiste était illégal. Dans cette situation, c'était lui qui choisissait ses "futurs clients". J'ignorais tout de la politique de ce parti. Au lycée, j'avais des camarades très sympathiques, certains comme moi, étaient préoccupés par l'injustice sociale. Eux-mêmes étaient déjà entrés dans le cercle d'observation d'un membre du Parti communiste. Je fus invité à écouter un étudiant de troisième année. Ensuite, on m'a fait adhérer au Parti socialiste de gauche (Polska Partia Socialistyczna-Lewica), véritable paravent de l'activité communiste puisque toute la direction était composée de communistes, ce que les adhérents de base ignoraient bien entendu. J'ai commencé à participer aux activités d'une *Université ouvrière*, et l'on m'a demandé d'y faire quelques petits cours sur les civilisations. J'étais très flatté et très fier de pouvoir parler à de jeunes ouvriers. Plus tard, on me fit comprendre qu'on voulait m'avoir au parti. Honneur encore plus grand ! On m'instruisit des règles du travail clandestin.

Entré au Parti communiste, je poursuis mes études à Poznan. Dans cette ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants, il n'y avait qu'une cinquantaine de communistes, — moi-même, je ne connaissais que trois ou quatre personnes —, et pas d'organisation de jeunesses communistes. On m'a confié un travail "technique" : fabriquer avec un camarade plus ancien, des tracts, et une fois dans la nuit les lancer par dessus les murs d'une caserne. Finalement la police les a trouvés et nous fûmes arrêtés. J'ai été condamné à neuf mois de prison de forteresse, condamnation bénigne puisqu'elle n'interdisait pas, à l'étudiant que j'étais, de poursuivre ses études une fois sa peine accomplie.

J'ai alors rompu avec ma famille. Ensuite j'ai été envoyé avec deux camarades en Tchécoslovaquie, pays qui culturellement et techniquement était au niveau de l'Autriche ou de l'Allemagne (il faut s'en souvenir lorsque l'on regarde ce pays aujourd'hui) où le Parti communiste était légal, pour remettre un message aux communistes d'Uzgorod, mais arrivés à Kosice, nous avons été arrêtés par hasard par la police. Après 10 à 15 jours en prison, nous avons été mis dans le train en compagnie d'un officier de police en civil qui nous emmena à la frontière hongroise, perspective peu rassurante puisque nous savions à quoi nous en tenir sur le régime de l'amiral Horthy (1). L'officier nous montra la frontière, puis sur notre promesse de quitter son pays, s'en retourna chez lui. C'est alors qu'un colporteur juif ayant observé la scène, nous aborda et nous indiqua un chemin pour rester en Tchécoslovaquie.

— *A cette époque, vous êtes donc un militant ordinaire, comment s'est faite votre entrée dans l'appareil secret de l'Internationale communiste (Komintern) ?*

(1) — Amiral Horthy (1868-1957) : régent de Hongrie à partir de 1920, se rapprocha de l'Italie fasciste dès 1927, puis de l'Allemagne hitlérienne. Dictateur de fait en 1931. Il déclara la guerre à l'URSS en juin 1941, mais dut accepter l'occupation de son pays par la Wehrmacht en mars 1944. Il chercha à conclure un armistice avec les soviétiques, fut arrêté et déporté en Allemagne; meurt au Portugal.

A Berlin, je repris contact avec l'antenne du Parti communiste polonais, et je devins rédacteur d'une feuille, *Glos Ludu* (*La Voix du Peuple*) publiée pour les travailleurs saisonniers polonais. Je vivais modestement, rédigeant quelques articles. Au bout d'un certain temps, mon "supérieur" me présenta un autre camarade et me dit : "Maintenant, tu travailleras avec ce camarade". Ce camarade-là parlait très mal polonais, l'allemand avec un accent, et beaucoup plus tard, il commença à parler russe. C'est bien après que je compris que j'étais entré directement au sevice de l'appareil secret de l'Internationale communiste. Le travail qu'il me confia était très "technique" : voyages par train pour le transport de fonds, prises de contact, remises de messages. Bref, me voici courrier : voyages dans la plupart des capitales européennes. J'en étais fier et je restais persuadé de me battre pour la justice sociale. En fait, je dépendais de l'O.M.S. (2) sans le savoir. J'avais sous mes ordres trois ou quatre personnes dont un relieur qui dissimulait des messages dans les livres que je remettais à des correspondants indiqués par mon chef. Cette activité était entrecoupée de brefs séjours en URSS (mon premier séjour datait de 1929) dans les datchas du Komintern aux alentours de Moscou. L'atmosphère était très sympathique, les gens, presque toujours entre 18 et 30 ans, venaient de tous les pays. De temps en temps, certains diparaissaient : ils étaient partis en mission, demain ce serait notre tour. J'ai appris le morse, mais je n'étais guère doué. Ensuite avec une Allemande, je fus envoyé en mission.

— Donc au printemps 1937, vous êtes envoyé en Espagne, côté franquiste, pour quel type de travail ?

Il était facile d'entrer en Espagne, même en pleine guerre civile. De Moscou, une première étape dans une capitale de transit pour un premier contact avec un correspondant qui vous remettait un nouveau passeport établi au nom d'une personne existant réellement, qui vous ressemblait, et dont vous deviez connaître la vie comme la vôtre. Pour l'Espagne, je fus transformé en fils de famille, fortuné, qui emmenait son épouse, gravement malade, se soigner. Bien entendu, nous avions tous les certificats médicaux nécessaires car nous recevions de l'aide de milieux très inattendus. J'avais sous ma responsabilité plusieurs personnes hors soupçon, communistes de conviction : médecin, avocat, industriel, mais dont les opinions affichées étaient à l'opposé du communisme...

(2) — O.M.S.: Otdel Mezhdunarodnoi Sviazi, section des relations internationales. Fondée en 1921 pour organiser les relations entre le Komintern et ses sections (Partis communistes), elle fournissait non seulement les instructions politiques par ses émissaires, mais aussi l'aide logistique.



Un Zek (détenu) à - 45° C. dessin de Rossi.

Arrivé en Espagne nationaliste, installés dans un grand hôtel (mon "épouse" gardant la chambre... et le matériel radio), je devais rencontrer, suivant les instructions reçues à Moscou, le "voisin de gauche" et le "voisin de droite", c'est-à-dire des membres du réseau mis en place qui me fournissaient les informations sous forme de phrases banales dont j'ignorais le sens. A un jour et une heure précis, mon "épouse", la "pianiste", envoyait ces messages chiffrés au "village", comme nous appelions Moscou. J'ai su plus tard qu'il s'agissait d'informations sur le moral de la population.

Avant de partir en mission, il avait été convenu que je ne quitterai mon poste sous aucun prétexte sans être remplacé. Quel fut mon étonnement lorsque, quelques semaines plus tard, je reçus un télégramme : "Rentrer d'urgence au village". C'était contradictoire avec les instructions. Que devenais mon "épouse" ? le matériel ? le réseau ? Nous avons attendu un message de confirmation. Mon "épouse", très inquiète, m'implora de ne pas rentrer. Pour moi, ce serait être déserteur en pleine guerre ! Nous étions en pleine période d'arrestations (je le lisais dans la presse), mais cela ne me concernait pas, il s'agissait d'"ennemis du peuple". Discipliné, je quittais alors l'Espagne en catastrophe, sans l'aide de la chaîne qui m'y avait amené.

— En 1937, les grandes purges décidées par Staline, conduites par Iejov battent leur plein, quelle atmosphère découvrez-vous et que faites-vous ?

Arrivé à Moscou, je me rendis au siège du Komintern. L'atmosphère est glaciale : le camarade Krajewski (3), qui dirigeait l'O.M.S., a été arrêté. On m'installa dans un hôtel Intourist et on me dit d'attendre. En fait, je commençais à attendre mon arrestation. Finalement on me donna l'ordre de retourner dans une de ces fameuses datchas. Un soir, un appel téléphonique me prévint de me préparer à retourner en Espagne : le "briefing aura lieu dans un autre bureau", et une voiture doit venir me prendre. En effet, le soir même, arrivait une "américaine" avec chauffeur inconnu et un jeune officier qui prit ma valise couverte d'étiquettes de grands hôtels. Arrivés au centre de Moscou, le chauffeur prit une ruelle, et stoppa devant une porte que nul ne peut voir de l'extérieur : nous étions arrivés à la "Grande Maison", la loubianka, la maison du N.K.V.D. (4). J'ai pensé que probablement, les camarades du N.K.V.D. allaient vérifier la préparation de ma mission. Nous sommes descendus et entrés dans un corridor exigu où se tenait un soldat aux yeux noirs, le visage vérolé, casquette de Boudionny sur la tête et fusil avec baïonnette aiguille. Une seconde porte s'ouvrit, je me trouvais dans une grande salle comme à la douane. Les soldats du N.K.V.D., très polis, me firent mettre ma valise sur une table, vider mes poches, — j'étais énervé et je m'accrochais toujours à l'idée de cette vérification —, puis ils me firent entrer dans une autre pièce violemment éclairée et me donnèrent un questionnaire à remplir. Je répondis au questionnaire : nom, prénom, profession, membre du parti depuis... je tournais la feuille, et arrivé à la dernière ligne, je lus : "signature de l'appréhendé". Quel choc ! Retournant la feuille, j'ai alors vu son titre : "questionnaire de l'appréhendé" écrit en caractères de deux centimètres : quand vous ne voulez pas reconnaître la vérité, vous ne la voyez pas.

(3) — Antoni Krajewski (1886-1937) : militant du Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie. Il participa à la conférence de Kienthal en 1916, fonda et dirigea le Parti communiste polonais. Elu membre du conseil de l'Internationale communiste en 1935, exécuté en 1937.

(4) — Commissariat aux affaires intérieures. Police politique qui succéda à la Guépéou en juillet 1934. Dirigé par Jagoda (jusqu'en 1936), puis par Iejov (de 1936 à 1938), enfin par Béria (1938-1953). Ce commissariat comprenait 700.000 policiers, 350.000 miliciens et 400.000 gardes frontières. Aujourd'hui, le K.G.B. a pris sa succession.


Transport du bois dans des forêts d'accès difficile.

— Comment passait-on de l'arrestation à la condamnation puis aux camps ?

J'ai ressenti comme une sorte de soulagement après cette tension extrême. Le lendemain, j'ai été transféré à la prison de Boutyrka. Le "panier à salade" était camouflé en voiture de livraison de pain ou de viande. Je me suis souvenu combien j'avais vu ces voitures dans les rues de Moscou.

A la prison, à force d'être comprimés à 80, 100 ou 120 dans les cellules, on est arrivé à environ 20.000 prisonniers. J'ai attendu deux mois mon premier interrogatoire, et la première question que le juge me posa — la même que demandaient tous les juges soviétiques —, fut : "Savez-vous pourquoi vous êtes-là ?". Et c'est logique, car il s'agissait avant tout d'arrêter, ensuite de trouver un motif. Le juge s'aidait ainsi parce qu'il devait vous condamner. Et si vous étiez communiste, vous pouviez commencer à vous excuser, et, comme les Français disent, "qui s'excuse, s'accuse"... Je lui ai répondu non. Pendant mes 24 années de Goulag, j'ai souvent entendu des gens qui m'aimaient bien me dire : "Moi, je suis innocent, mais toi, Jacques, tu parles plusieurs langues". Etre "Kulturny", instruit, était un motif suffisant de suspicion. J'ai appris, bien plus tard, la raison formelle qui permit de bâtir une accusation contre moi : mon propre chef en Europe, m'avait dénoncé dès l'automne 1936, cherchant à éviter sa propre arrestation. J'ai subi quelques passages à tabac, cela faisait partie de l'arbitraire institutionnel. Ce n'est que dans la nuit du 17 au 18 juillet 1937 que la torture fut appliquée systématiquement. Bien entendu, aucun acte, ni document, n'officialisait cette décision, mais ce fut sur nos dos et reins torturés que nous avons lu son existence !

Je suis resté prévenu pendant deux ans et ce n'est qu'en avril 1939 que j'ai été condamné à huit ans de camp de rééducation par "délibéré spécial", "OSSO" : Ossoboyé ssovyéchtchaniyé. Je me suis senti écrasé, car à l'époque je croyais encore ma libération possible. Mais le plus extraordinaire est la manière dont on apprenait sa condamnation. Regroupés un par un dans une cellule, nous avons compris que l'instruction de nos dossiers était terminée. L'un après l'autre, un fonctionnaire en civil nous présenta un papier format carte postale à en-tête du N.K.V.D. Sur la moitié gauche, il y avait notre nom, etc..., sur la moitié droite la condamnation et son motif (pour moi : "Espionnage en faveur de la France et de la Pologne"). Mes 74 compagnons de cellule avaient le même numéro de procès-verbal daté du même jour ! Plus tard, au cours de transfert, nous avons rencontré d'autres prisonniers, venant d'une autre cellule de 75 de la Boutyrka, qui avaient le même numéro de décision du même jour que nous. Arrivé à Noriil'sk (camp de travaux forcés en Artique), j'ai trouvé des condamnés d'autres prisons, qui possédaient toujours le même numéro de procès-verbal ! Combien étions-nous à avoir été condamnés de la sorte en une seule séance par un seul acte ? Vraisemblablement des milliers. La plupart ont ramassé de cinq à huit ans. Quelques mois après, les peines courantes étaient montées de huit à dix ans.

— Vous avez constaté ainsi une tendance à l'allongement des peines...

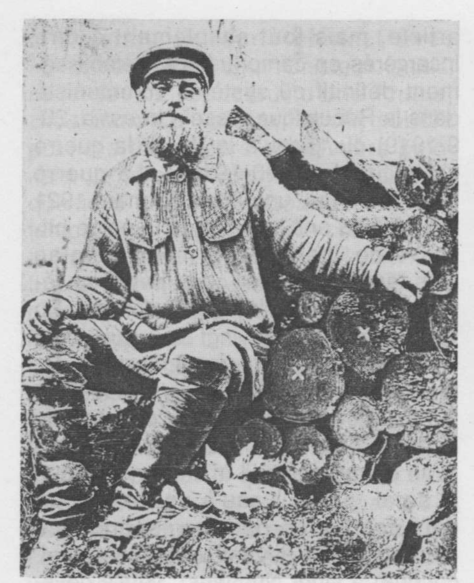
Cette tendance est tout à fait évidente. Au lendemain de leur coup d'Etat d'octobre 1917, les bolchéviks rejetèrent les lois et codes "bourgeois". Les nombreux appréhendés se virent condamnés non pas en vertu de tel ou tel article, mais tout simplement à être incarcérés en camp jusqu'à "l'établissement définitif du système communiste dans la République russe" (*Izvestiia*, 20-9-1919) ou "jusqu'à la fin de la guerre civile" (ibid. 16-10-1919)... La guerre civile terminée, un décret de mars 1921 fixait à cinq ans la limite de la peine privative de liberté. Mais moins d'un an plus tard, le premier code pénal soviétique la prolongeait jusqu'à dix ans. En 1936, elle passa à vingt ans, puis vingt cinq. Surtout l'allongement s'est fait par la reconduction des peines initiales. En 1928, un décret établi la prolongation de la peine pour les irrécupérables. Avant la fin de ma peine, il m'a été notifié que je serai "gardé jusqu'à nouvel ordre", puis condamné par correspondance (sans parution devant un tribunal quelconque) à vingt cinq ans : j'étais devenu un "redoublant". Ce système de rallonge existe dès l'origine des camps, et en 1983, sous Andropov (5), il a été officialisé et introduit dans le code pénal. Aujourd'hui, alors que l'on parle de réformes, pas une seule loi n'a encore modifié le code pénal.

Après la sentence, nous avons été expédiés en wagon de l'époque tsariste, quand les condamnés voyageaient à quatre par compartiment, tandis que nous nous sommes retrouvés à vingt cinq ou trente. Nous ne connaissions pas notre destination. Arrivés à Krasnoiarsk, base du complexe métallurgique de Noril'sk, j'ai été saisi par une impression énorme : une impression de nombre car, je ne supposais pas qu'il puisse y avoir autant de prisonniers. Ensuite, nous avons été expédiés en péniche comme les esclaves des 17ème et 18ème siècles expédiés aux Amériques, couchés sur des plates-formes aménagées sous le pont et espacées de quelques soixante centimètres. Nous n'étions pas enchaînés, mais pour le reste c'était le 17ème siècle ! Après deux jours, nous étions tous malades de dysenterie...

— Vous entrez alors dans un univers et vous découvrez toute une société à part avec ses rites, ses lois, son langage, sa culture...

Le Goulag, c'est tout un monde. Une partie inaliénable du phénomène soviétique. Un immense laboratoire de recherches socio-politiques pour y expérimenter sur des dizaines de millions d'hommes, femmes et adolescents les méthodes qui demain seront appli-

(5) — Iouri Andropov, successeur de L.Brejnev au secrétariat du P.C.U.S. en 1982, mort en 1984. Envoyé à Budapest en 1956 pour contrôler la répression du soulèvement hongrois. Chef du K.G.B. en 1967 jusqu'à son accession au secrétariat, il mena la répression contre toutes les formes de dissidence.



Paysan chassé de sa ferme et de sa maison, envoyé en forêt comme forçat. Les détenus gravaient leurs noms sur les troncs avec l'espoir qu'ils seraient lus par quelqu'un.

quées à des centaines de millions de citoyens soviétiques. La connaissance du Goulag est essentielle à la conpréhension du phénomène soviétique.

Le choc que j'ai senti au contact du Goulag ce n'était pas tellement la fâcheuse surprise de m'y trouver alors que, il y a peu, je risquais ma vie pour cette même idéologie que le Goulag servait. Non. Ce fut la rencontre avec des millions de paysans victimes de la collectivisation forcée. Les voici qui, tels des chroniqueurs, me racontent sans aucune rancune l'inimaginable enfer que le parti et le gouvernement leur firent subir. Leurs récits reprenaient exactement ce que disait la presse "bourgeoise" dont je rejetais les "mensongères calomnies" avant mon arrivée en URSS. Du coup, j'en ai eu honte, moi, petit intellectuel étranger qui, hier encore, était fier de servir leurs cruels et cyniques bourreaux. Je me suis rendu compte combien infime était ma propre mésaventure.

J'ai pu parler également avec de vieux prisonniers, comme l'ex-directeur du camp de Solovietski (6) qui savait qu'il finirait par être exécuté; d'anciens prisonniers d'avant 1917, ce qui est très utile pour faire des comparaisons, ou encore des ex-Tchékistes (après 1942-1943 ils disparurent, probablement qu'un circuit spécial leur était réservé). Un bon Tchékiste, selon la formule, est celui qui sait faire condamner n'importe qui en vertu d'un article pénal qu'on lui indiquera à l'avance. Il existe un proverbe russe qui illustre parfaitement ce procédé : "Montrez-moi un cou, je saurai y mettre le joug". Au Goulag, c'est devenu : "Donnez-moi un homme, le code se chargera du reste".

Il n'y a pas étanchéïté totale entre le Goulag et "l'extérieur". Une formule indique bien que la société soviétique et le Goulag sont indissociablement liés : "Ceux qui se promènent en liberté sont tous des prévenus qui s'ignorent". Potentiellement, chaque individu appartient déjà au système des camps. La police possède des dossiers sur tout le monde, des notes, des informations. Elle utilisera cela le moment venu. Pendant la grande purge, quand j'étais à la Boutyrka, j'avais un camarade de cellule qui avait été interrogé sur Molotov, le bras droit de Staline (7). Si jamais l'ordre de l'arrêter tombait, les services étaient en mesure de présenter plusieurs propositions d'accusation. Sur ce point, l'Union soviétique ressemble aux pays de l'Ouest... il y a un grand choix, mais cela s'arrête ici, pour trouver des chaussettes, c'est plus difficile...

— Mais cette relation entre société et Goulag ne se perçoit pas seulement par cette menace constante du passage de l'une à l'autre qui pèse sur chaque individu ?

En effet. Du Goulag, on voit mieux la société soviétique. De l'extérieur de cette société, c'est très difficile de s'informer, plus difficile que de se faire une idée de la vie quotidienne de l'ancienne Egypte : sur les tablettes, les inscriptions sont ardues à déchiffrer, mais elles disent la vérité. Tandis que dans les documents du système soviétique (statistiques, etc...), vous ne trouvez que du mensonge puisque les réalités ne correspondent pas aux utopies ubuesques.

Au Goulag, il y a beaucoup moins de mensonge : "on n'y cherche pas à déguiser ou cacher la trique !" Les phénomènes qui existent là-bas sont révélateurs. Dans les années 1925-1926, dans les îles Solovetski, les prisonniers ont inventé un mot, *toufta*, qui veut dire la triche. Ce mot est sorti du Goulag et s'est repandu dans l'immense pays tout entier en quelques années. Mais pas un seul dictionnaire soviétique ne le mentionne. De même, dans les encyclopédies, on ne trouve plus la moindre allusion au fameux village Potemkine. Précisément parce qu'il s'agit de la *toufta* par excellence ! On ne peut pas mieux prouver combien la *toufta* est innée au système soviétique. Bref, à travers les réalités du Goulag on arrive à comprendre le mieux la société soviétique.

Au Goulag, je me suis trouvé face à un langage très pittoresque avec des mots orduriers parfois beaux dans leur exotisme : "Je te baise, et je baise le jour de ta naissance et le clou auquel tu accroches ta casquette", pour dire son mépris. Pour déconseiller des efforts à priori voués à l'échec, on dira : "Autant attraper les mouches avec le vagin". J'ai compris qu'il y avait une étude à faire et j'ai commencé à collectionner les expressions. Au départ, j'ai eu l'idée de faire un dictionnaire "goulaguien", du langage parlé seulement. J'ai pensé ensuite que ce n'est pas seulement l'exotisme du langage qui était intéressant, mais que le phénomène en tant que tel est important, parce que son examen permet de mieux voir les

La forteresse du G.P.U. dans l'île de Solovki en mer Blanche, où sont déportés les prisonniers politiques.



(6) — Les iles Solovetski se situent dans l'archipel de la Mer blanche, au nord du cercle polaire. Une prison tsariste y fut installée, puis après la révolution le premier camp de "rééducation" soviétique. Il s'agit ici de Notgev rencontré par Jacques Rossi en 1938 à la prison de Boutyrki.

(7) — Viatcheslav Scriabine dit Molotov (1890-1987) collaborateur de Staline à la Pravda avant la révolution, entra au Comité central en 1921, puis au politburo en 1926, devint 2ème secrétaire du parti. Stalinien à toutes épreuves (le resta lors de l'arrestation de sa femme), remplaça Litvinov aux affaires étrangères en 1939, négocia avec Ribbentrop le pacte soviéto-nazi.

couches de mensonge dont se masque la "réalité" soviétique.

Quand je suis sorti d'Union soviétique en Pologne, je savais ce que je devais rechercher pour compléter ma documentation. Par exemple, j'ai retrouvé la liste des produits qui composaient la ration des prisonniers du temps des tsars, ce qui me permettait une comparaison avec la ration octroyée au Goulag. Toutes mes informations, que j'avais mémorisées (il n'y avait pas d'autres moyens, bien entendu pas question de conserver quelque chose par écrit), je les ai répertoriées sous forme de fiches : des mots d'argot, des mots très particuliers, des noms d'institutions, des formules officielles comme OSSO... j'en ai accumulées des centaines, puis des milliers que j'ai réussi à faire passer à l'Ouest. Pour composer mon *Manuel du Goulag,* j'ai dû en éliminer. Ce travail n'a pas seulement un intérêt philologique. La langue que je présente est parlée par plus de 70 millions d'hommes qui, depuis 70 ans, sont allés au pays du Goulag, y ont appris cette langue et les phénomènes qu'elle exprime.

Propos recueillis par Jean-Louis PANNE.

Les photographies que nous publions dans cet articles sont extraites de "Le socialisme trahit" de K.J.Albrecht, 1943.

Pour en savoir plus :

Le livre de Jacques Rossi est paru en langue russe (Les Editeurs réunis, Paris). Sa traduction en anglais est en cours et sa version française "Le Goulag de A à Z" est à paraître aux Editions Noir sur Blanc, le Môtta, Montricher, Suisse.

Varlam Chalamov, *Récits de Kolyma,* La Découverte-Fayard, 1986.

Alexandre Soljénitsine, *L'Archipel du Goulag,* Le Seuil, 1974.

Avant la Seconde guerre mondiale, le système concentrationnaire soviétique avait été décrit par de nombreux récits. Le camp des îles Solovetski fut décrit par V.Bezsonov : *Mes vingt-six prisons et mon évasion de Solovetski.* Payot, 1928. La même maison d'édition avait publié l'année précédente le livre de S.P. Melgounov : *La terreur rouge en Russie.*

L'analyse de Ante Ciliga : *Au pays du grand mensonge,* parue en 1938 chez Gallimard, et repris par Champ Libre, sous le titre : *Au pays du mensonge déconcertant,* 1977, conserve tout son intérêt.

LA POLITESSE À L'ÉCOLE



Maîtres et élèves de l'école de Cousance (Jura) en 1900.

En 1891, monsieur Sion, directeur d'Ecole Normale, fit paraître une petite plaquette, *La politesse, lettres à un jeune instituteur,* dans laquelle il adresse aux jeunes maîtres ses recommandations sur les convenances à observer. Pour l'auteur, la politesse n'est pas seulement un ensemble d'habitudes résultant des conventions reçues, mais également, au point de vue moral, la marque du respect d'autrui. L'auteur passe en revue les menus devoirs que la politesse impose dans les diverses circonstances de la vie; il traite successivement de la politesse dans la rue, dans les visites et les conversations, à table, dans la correspondance, etc...

Nous avons choisi la neuvième lettre traitant de *La politesse à l'école,* lettre d'un autre âge qui fera sourire certains, mais dont la justesse des termes étonnera beaucoup.

Mon cher ami,

Il ne vous suffit pas d'observer les règles du savoir-vivre, vous avez encore le devoir de faire de vos élèves des enfants polis. Pour le présent, leurs relations de chaque instant en seront plus agréables et plus intimes, et si, comme on se plaît à le répéter, l'école est l'apprentissage de la vie, ils deviendront dans la suite des hommes convenables.

En principe, l'éducation des enfants, surtout au point de vue de la civilité, incombe plutôt aux parents qu'à l'instituteur. Mais il faut prendre les choses telles qu'elles sont; or, il est certain que, sous ce rapport comme sous bien d'autres, ils se déchargent volontiers sur le maître d'obligations qu'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas remplir.

Votre action est d'autant plus nécessaire que le sentiment du respect tend, d'une manière générale, à s'affaiblir chez la jeunesse de nos écoles. Trop souvent même, il nous arrive de rencontrer dans nos villages des petits vagabonds grossiers, querelleurs et insolents.

Mais quels moyens employer pour obtenir le résultat désiré ? Ils ne manquent pas.

Vous rappelant que l'exemple est de toutes les leçons la plus efficace, vous commencerez par vous montrer poli à l'égard de vos élèves : si l'intérêt de la discipline l'exige, usez de sévérité et ne craignez pas de manifester avec énergie votre mécontentement; mais gardez votre sang-froid et ne cessez jamais d'être mesuré dans vos paroles : autrement dit, s'il est nécessaire que votre main soit de fer, gantez-la de velours.

Surtout, interdisez-vous de la façon la plus absolue les termes grossiers, les sobriquets plus ou moins ridicules, qui vous feraient perdre l'affection de vos enfants : ils y sont d'autant plus sensibles qu'ils sont bien doués.

Au contraire, parlez-leur comme si vous vous adressiez à des jeunes gens : "*Paul, vous n'avez pas soigné votre page; c'est mal, vous la recommencerez.*" Employez les formules de politesse : "*Louis, veuillez me donner votre cahier; — Ernest, apportez-moi votre livre, s'il vous plaît.*"

Faites-vous également un devoir de toujours répondre à leurs saluts dans la

cour de l'école aussi bien que dans la rue.

Des maîtres tutoient leurs élèves : à mon avis, c'est une mauvaise habitude. A la rigueur, j'admettrais cet usage avec de tout jeunes enfants; mais si vous les tutoyez jusqu'à l'âge de sept ou huit ans, comment vous en abstiendrez-vous lorsqu'ils seront plus âgés ?

On objectera peut-être que l'instituteur qui tutoie ses élèves ne fait qu'imiter la plupart des parents. Mais la situation n'est pas du tout la même dans la famille et à l'école. Le père qui tutoie son fils se laisse tutoyer par lui. Il n'y a pas d'inconvénient à cela : le fils respecte instinctivement son père, qui est sûr de retrouver son autorité au moment voulu. A l'école, jamais vous ne permettrez à vos élèves de vous tutoyer. Quelque grande que soit votre affection pour eux, vous comprenez la nécessité de conserver un certain ascendant incompatible avec la familiarité. Et si vous tutoyiez vos élèves en exigeant qu'ils vous disent : "*Monsieur*" et "*vous*", ne ressembleriez-vous pas, dans une certaine mesure, à ces maîtres hautains qui tutoient leurs domestiques pour leur faire sentir la sujétion où ils les tiennent ?

A vos exemples, vous joindrez des leçons. Que les règles de la politesse constituent le sujet de quelques-unes de vos causeries morales; vous ne vous écarterez pas de votre programme : la politesse n'est-elle pas au nombre des devoirs sociaux que vous avez à enseigner ? Ne craignez pas d'entrer dans les détails. Après avoir montré que les enfants comme les hommes doivent s'aimer et trouver dans leur coeur la meilleure règle de conduite les uns à l'égard des autres, passez en revue les prescriptions du savoir-vivre dans la rue, dans la famille, à table, en toutes circonstances.

Insistez aussi sur la laideur des manières grossières et brutales. D'ailleurs, les mille incidents de la vie scolaire vous fourniront matière à une foule d'observations générales ou particulières, qui tireront de l'actualité une plus grande efficacité.

Enfin, si la politesse procède du coeur, elle est, dans sa manifestation extérieure, un ensemble d'habitudes. Ce sont donc des habitudes que vous avez à faire contracter par vos élèves. Aussi, n'hésitez plus à exiger d'eux qu'ils mettent vos conseils en pratique, qu'ils observent les prescriptions de la politesse. Ils commenceront par être respectueux à votre égard et bons les uns envers les autres.

Les enfants d'une école bien tenue ne passent jamais devant leur maître, soit dans la rue, soit dans la cour, sans se découvrir. En récréation, ils s'abstiennent de tout acte de brutalité, de toute parole malhonnête et grossière. Pendant la classe, ils observent ces pratiques insignifiantes en apparence, mais qui dénotent l'enfant comme il faut : ils restent constamment découverts, ils se lèvent pour répondre, jamais ils n'oublient d'ajouter le mot "*Monsieur*" à leurs demandes et à leurs réponses, ils présentent leurs cahiers de la main droite et ils ne manquent pas de dire : "*Merci Monsieur*", lorsqu'on les leur remet. Vous ne pouvez pas perdre de vue la tenue de vos élèves sur les bancs-tables : les convenances comme la morale ne permettent pas de tolérer le laisser-aller.

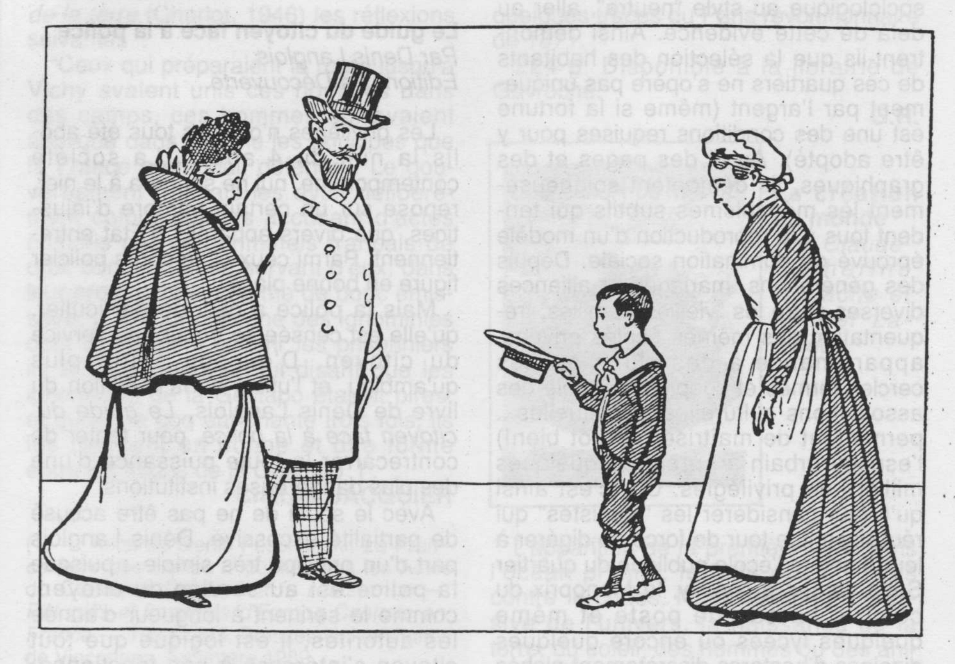
Vous vous préoccuperez également de la façon dont ils se comportent dans les rues. Avant de les laisser sortir, rangez-les sous la surveillance d'un moniteur et recommandez-leur de saluer les passants.

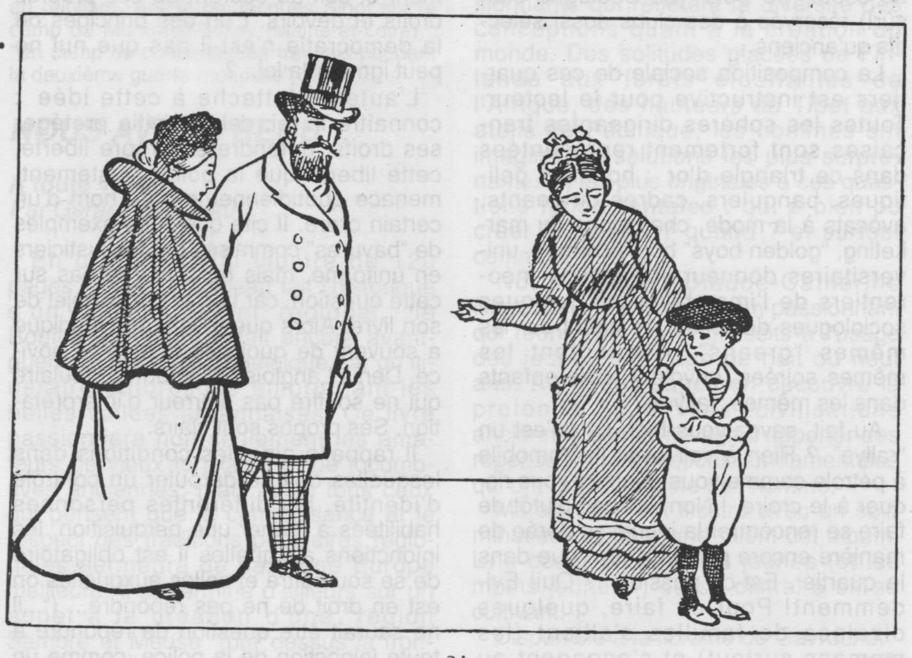
Puis, surveillez-les aussi loin que possible. Si, hors de l'école, il vous arrive de voir un enfant impoli, ne manquez pas, le lendemain, de le gronder et au besoin de le punir.

En résumé, former vos élèves aux bonnes manières est l'affaire de tous les instants et vous ne sauriez y attacher trop d'importance.

Vous serez récompensé de vos efforts, non seulement par la pensée du service rendu, mais aussi par la reconnaissance des familles. Quoi de plus doux pour un instituteur que d'entendre dire : Ces enfants sont polis et aimables; leur civilité fait honneur à leur maître !

22. L'enfant poli. — L'enfant mal élevé.







Dans les beaux quartiers
Par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot
Editions du Seuil

Que l'on vive confortablement dans le triangle "NAP" (Neuilly, Auteuil, Passy) c'est une évidence connue de tous les Parisiens et de beaucoup d'autres ! Mais les auteurs de ce livre passionnant ont su, sous la forme d'une enquête sociologique au style "neutre", aller au delà de cette évidence. Ainsi démontrent-ils que la sélection des habitants de ces quartiers ne s'opère pas uniquement par l'argent (même si la fortune est une des conditions requises pour y être adopté). Au fil des pages et des graphiques, ils démontent soigneusement les mécanismes subtils qui tendent tous à la reproduction d'un modèle éprouvé de domination sociale. Depuis des générations, mariages et alliances diverses entre les "vieilles" familles, fréquentation des mêmes écoles privées, appartenance à des clubs ou des cercles fermés et cooptés, contrôle des associations culturelles et cultuelles... permettent de maîtriser (plutôt bien!) l'espace urbain au profit de quelques milliers de privilégiés. Car c'est ainsi qu'il faut considérer les "Napistes" qui réussissent le tour de force de digérer à leur manière l'école publique du quartier Saint James à Neuilly, le Monoprix du coin, le bureau de poste et même quelques lycées ou encore quelques dizaines d'hectares discrètement nichés au coeur "du Bois" (de Boulogne bien sûr!) réservés à des clubs aussi sélectifs qu'anciens.

La composition sociale de ces quartiers est instructive pour le lecteur. Toutes les sphères dirigeantes françaises sont fortement représentées dans ce triangle d'or : hommes politiques, banquiers, cadres dirigeants, avocats à la mode, champions du marketing, "golden boys" boursicoteurs, universitaires donneurs-de-leçons, néo-rentiers de l'immobilier (et quelques sociologues de renom !) jouent sur les mêmes "greens", fréquentent les mêmes soirées, envoient leurs enfants dans les mêmes "rallyes".

Au fait, savez-vous bien ce qu'est un "rallye" ? Rien à voir avec l'automobile à pétrole comme vous pourriez vous risquer à le croire ! Non, il s'agit plutôt de faire se rencontrer la jeunesse dorée de manière encore plus sélective que dans le quartier. Est-ce possible ? Oui! Evidemment! Pour ce faire, quelques dizaines de familles s'allient (les mamans surtout) et s'engagent au cours d'un "rallye" qui s'échelonne sur plusieurs mois ou années à se recevoir mutuellement. Orchestre, buffet, petits fours, tout cela coûte des fortunes mais peu importe, c'est le prix à payer pour pénétrer dans un monde très fermé. Monde dans lequel les jeunes se constituent aisément un réseau de relations tant social que matrimonial qui leur offrira un peu plus de facilités pour débuter dans la vie que la "bande" de copains de La Courneuve ou de la Porte d'Yvry...

Voilà ! Ce livre est écrit dans un style un peu tristounet mais je l'ai dévoré et je vous recommande chaudement de le lire la prochaine fois que vous irez d'Auteuil à Passy... en métro !

N.B. Pour ceux qui voudraient s'installer dans le coin, cassez votre tire-lire : 30 à 50.000 francs le mètre carré, c'est presque donné !

Gilles RAGACHE

Le guide du citoyen face à la police
Par Denis Langlois
Editions La Découverte

Les privilèges n'ont pas tous été abolis la nuit du 4 août... La société contemporaine, nul ne songera à le nier, repose sur un certain nombre d'injustices, que divers appareils d'Etat entretiennent. Parmi ceux-ci, le corps policier figure en bonne place.

Mais la police a ceci de particulier, qu'elle est censée se trouver au service du citoyen. D'où son statut plus qu'ambigu, et l'utilité de la réédition du livre de Denis Langlois, *Le guide du citoyen face à la police*, pour tenter de contrecarrer la toute puissance d'une des plus dangereuses institutions.

Avec le souci de ne pas être accusé de partialité excessive, Denis Langlois part d'un principe très simple : puisque la police est au service du citoyen, comme le serinent à longueur d'année les autorités, il est logique que tout citoyen s'intéresse à son fonctionnement et soit au courant de ses propres droits et devoirs. L'un des principes de la démocratie n'est-il pas que nul ne peut ignorer la loi...?

L'auteur s'attache à cette idée : connaître la loi, cela signifie protéger ses droits, défendre sa propre liberté, cette liberté que la police, justement, menace quotidiennement au nom d'un certain ordre. Il cite quelques exemples de "bavures" commises par les justiciers en uniforme, mais ne s'attarde pas sur cette question, car là n'est pas l'objet de son livre. Alors que le langage juridique a souvent de quoi déconcerter le novice, Denis Langlois utilise un vocabulaire qui ne souffre pas d'erreur d'interprétation. Ses propos sont clairs.

Il rappelle ainsi les conditions dans lesquelles doit se dérouler un contrôle d'identité, les différentes personnes habilitées à mener une perquisition, les injonctions auxquelles il est obligatoire de se soumettre et celles auxquelles on est en droit de ne pas répondre... ("...il ne saurait être question de répondre à toute injonction de la police, comme un chien que l'on siffle", souligne-t-il). Il ne conseille aucune attitude car, il en convient lui-même, ce n'est pas l'auteur, réfugié derrière son bureau, qui a maille à partir avec les policiers. Mais il recommande pourtant de ne pas obéir systématiquement aux ordres reçus, de ne pas accorder crédit à tout ce qu'affirme la police.

Son livre est donc extrêmement précieux : pour les militants, évidemment, qui sont susceptibles de se retrouver tôt ou tard face à la police; pour quiconque, également, à un moment ou à un autre, enfreint la loi (voici quelques titres de chapitres : "Dans quel cas peut-on être poursuivi pour ivresse ?", "A-t-on le droit de fouiller votre voiture ?", "Dans quels cas peut-on faire l'objet d'un internement psychiatrique ?", etc...). Ce livre, malheureusement, risque encore de se révéler indispensable pour tout un chacun, tant il est vrai que la police considère de plus en plus comme dévolue la tâche de contrôler qui que ce soit, à toute heure et en tout lieu.

Le vingtième siècle a vu l'expérimentation de méthodes policières à grande échelle. Le vingt-et-unième siècle, si rien n'est fait pour s'y opposer, verra la généralisation de ces méthodes. *Le guide du citoyen face à la police* de Denis Langlois possède le mérite de lutter, dès maintenant, contre ce processus en cours.

Thierry MARICOURT

Le camp d'étrangers des Milles 1939-1943
Par André Fontaine, préface d'Alfred Grosser
Edisud, 244 pages.

Selon Denis Peschanski, "De la Troisième République finissante à l'aube de la Quatrième, le paysage français s'est singulièrement enrichi : plus de 200 camps, plus ou moins grands, plus ou moins durables, plus ou moins stricts se sont constitués; des camps d'*internement*, d'*hébergement*, de *transit*, de *triage*, voire de *concentration* lit-on dans les documents officiels. Après quelques travaux pionniers de l'immédiat après-guerre, les historiens n'ont que récemment abordé ce phénomène dans toute son ampleur, un phénomène concentrationnaire que la mémoire collective avait largement occulté et que la bonne conscience se satisfait de penser étranger" (1).

Avec cette monographie extrêmement fouillée et documentée sur le camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, le livre d'André Fontaine participe de ce mouvement récent de réappropriation des parties les plus douloureuses de l'histoire de la seconde guerre mondiale en France (2).

Pour son auteur, le but "était de faire sortir de l'ombre une page méconnue de l'histoire contemporaine, d'honorer les sacrifices inutiles d'Auschwitz et de faire connaître les antinazis, tous ces hommes qui ont eu le courage de s'exiler et de se dresser contre Hitler".

Cette dernière remarque concerne la place des exilés antifascistes allemands

et autrichiens dont il établit la proportion, d'après un dépouillement partiel effectué aux Archives Départementales à 52,8 % pour les Allemands d'origine et à 23,68 % pour les Autrichiens. Parmi les 10.000 personnes qui ont transité par le camp, Fontaine a relevé le très grand nombre de représentants de l'Intelligentsia d'Europe Centrale, qu'ils soient hommes de lettres, de science ou artistes.

Dans la liste de ces intellectuels publiée en annexe, on remarque les noms des écrivains Walter Benjamin, Franz Hessel, Golo Mann, un des fils de Thomas Mann, Ernst Erich Noth, Manès Sperber, et des peintres, Hans Bellmer et Max Ernst, parmi des centaines d'autres.



Photos communiquées par le Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants



Le livre reproduit d'ailleurs les peintures murales attribuées à Franz Meyer et Max Lingner qui ont survécu au temps dans un des petits bâtiments de l'ancienne tuilerie qui avait été transformé en camp d'internement.

A ce propos, un communiqué de presse du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, daté du 12 avril 1989, indique que "ce lieu de mémoire est devenu en mars 1989, propriété du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, qui en assurera la sauvegarde et le transformera en musée mémorial, en liaison avec un comité consultatif regroupant des associations d'internés, de déportés et des représentants de la communauté juive".

De sa création comme camp d'internement sous commandement militaire en septembre 1939 jusqu'à sa fermeture effective en mars 1943, le camp connaîtra plusieurs phases correspondantes aux bouleversements politiques que le pays traverse, la plus douloureuse se situant en août-septembre 1942, quand il sert d'antichambre de Drancy - Auschwitz pour les Juifs qui y sont internés.

Soucieux du détail vécu jusqu'à l'anecdote, André Fontaine a très certainement réuni tout ce qu'il était humainement possible de savoir sur les différentes étapes de l'histoire de ce camp et sur la vie quotidienne et les drames innombrables des internés. D'une précision exemplaire et d'une documentation impressionnante, le livre n'en suscite pas moins une impression d'inachèvement ou d'incomplétude qui ne concerne en aucun cas la restitution historique minutieuse d'un passé particulièrement douloureux.

En effet, si l'ouvrage est un impressionnant outil documentaire, il n'aborde en aucune façon, y compris dans sa conclusion, les problèmes politiques liés à l'existence sous différents régimes de tels camps.

Ces questions avaient été pourtant abordées, dès la fin de la guerre, dans le témoignage d'un ancien détenu du camp de Vernet, Arthur Koestler. Parmi de nombreux commentaires pertinents, nous avons relevé dans son livre *La lie de la terre* (Charlot, 1946) les réflexions suivantes :

"Ceux qui préparaient la route jusqu'à Vichy avaient unis ces hommes dans des camps, ces hommes qui avaient appliqué dans leur vie les principes que la France prétendait défendre. Le gouvernement français les avait délibérément calomniés, les accusant d'actes commis par des criminels français de droit commun et se servant d'eux, dans leur propagande, comme de bouc émissaire. (...) Pour chacune des ignominies dont ils faisaient souffrir les prisonniers ils le consolaient en lui disant que les ignominies de la Gestapo étaient pires; et quand le coq eût chanté trois fois, ils les remirent en bonne et due forme entre les mains de la Gestapo !".

Charles JACQUIER

(1) — Texte de Denis Peschanski, *La France terre des camps ?* publié dans les Actes du Colloque *De l'exil à la résistance — Réfugiés et immigrés d'Europe Centrale en France — 1933/1945*, Presses Universitaires de Vincennes, Arcantère 1989.

(2) — Gavroche a participé à ce mouvement en publiant l'article de Jacques Sigot sur le camp de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) : "Un camp de concentration français pendant la deuxième guerre mondiale", N°29.

NOUS AVONS REÇU :

A toute vapeur
Par Gérard Blondeau

En un bel album illustré de 120 pages, Gérard Blondeau fait l'historique d'un chemin de fer régional, "le Bouillonnais", qui reliait encore avant-guerre la France à la Belgique par un itinéraire pittoresque empruntant les belles vallées ardennaises. Ce livre passionnera non seulement les amateurs de vieux tortillards et de locomotives anciennes, mais aussi tous ceux qui pensent que la connaissance et le respect des traditions populaires régionales permettra de bâtir une Europe meilleure. Il se termine d'ailleurs sur un appel à la création d'une "région Sambre et Meuse" (par dessus la frontière actuelle) et sur une affiche affirmant que "L'amitié Franco-Belge ne périra jamais !". Espérons-le !

Edition Terres Ardennaises, 120.F

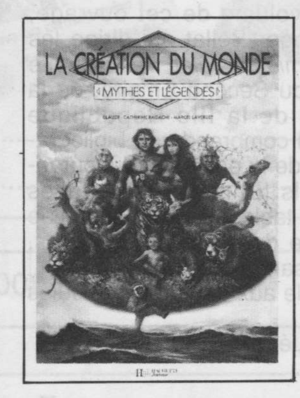
G.R.

Sur les traces des Communards
Par Jean braire

La Commune de Paris : une parenthèse anarchiste / utopiste / socialiste / marxiste et même nationaliste (face aux Prussiens), longue de trois mois, dans l'histoire mouvementée de la naissance de la IIIème République. Parenthèse brutalement refermée sur l'ordre de Monsieur Thiers par les troupes dites "de Versailles", au cours d'une semaine qui compte comme une des plus tragiques poussées de fièvre de la capitale. Pour perpétuer le souvenir de cette "semaine sanglante" l'Association des amis de la Commune vient de publier un astucieux petit guide qui permet de retrouver dans le Paris d'aujourd'hui quelques traces du Paris révolutionnaire de 1871.

224 p. Disponible à la librairie de Gavroche.

G.R.



La création du monde
Par Claude-Catherine Ragache et Marcel Laverdet.

L'apparition de la première terre dans l'océan primitif, la lutte des divinités contre le chaos, l'organisation progressive de l'univers, la naissance de la terre, du soleil, des hommes ou des animaux, le déluge... autant de récits passionnants qui reflètent la diversité des conceptions quant à la création du monde. Des solitudes glacées de Finlande aux forêts étouffantes de l'Afrique, des hauteurs du Tibet aux atolls du Pacifique, les hommes ont imaginé les solutions les plus surprenantes et les plus originales à ces questions fondamentales : qui a bien pu créer le monde ? quand ? et surtout comment ?

Notre amie Claude-Catherine Ragache signe là un album passionnant qui réunit plus de vingt récits à l'usage des jeunes dès l'âge de huit ou neuf ans. Au fil des pages on découvre la profonde unité des civilisations anciennes dès qu'il s'agit d'apporter des réponses aux questions fondamentales qui ont trait à l'origine de l'homme.

Marcel Laverdet illustre avec un soin minutieux et un grand talent cet album. Une occasion pour les jeunes (et les moins jeunes !) de se distraire en se cultivant.

Disponible à la librairie de Gavroche.

G.P.

Etats Généraux de 1789, Sénéchaussées de Béziers et de Montpellier
Collectés et présentés par Jean-Pierre Donnadieu.

Edité par les Archives Départementales de l'Hérault dans le cadre du Bicentenaire, ce volumineux ouvrage de 911 pages rassemble l'ensemble des procès-verbaux et cahiers de doléances des Sénéchaussées de Béziers et de Montpellier. Cette importante compilation vient compléter heureusement les travaux réalisés dans d'autres régions. Les historiens de demain se pencheront avec plus de facilité devant ces précieux témoignages, véritables chroniques de la vie quotidienne de nos ancêtres, portant en eux l'espoir d'une vie nouvelle.

Archives Départementales de l'Hérault, Montpellier. 220F

G.P.

Jules Vallès, journalisme et révolution — 2
Documents

Le second volume de cet ouvrage, réalisé par Roger Bellet qui dirige les cahiers des *Amis de Jules Vallès*, traite de la presse du Second Empire, de la Commune et de la IIIe République (1852-1885). Il comprend une bibliographie générale de la presse et du journalisme auxquels fut mêlé Jules Vallès sous forme de tableaux, descriptions de journaux et de documents d'archives, avec d'intéressantes illustrations.

Indispensable aux amoureux de Jules Vallès. 180F

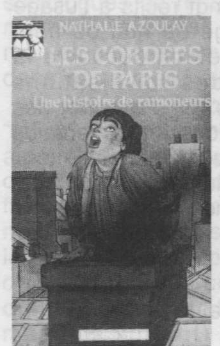
Editions du Lérot, 16140 Tusson.

Olympe de Gouges, une femme de libertés
Par Olivier Blanc.

Olivier Blanc nous fait découvrir le visage méconnu d'Olympe de Gouges, héroïne de la Révolution française, celle qui prit position en faveur des déshérités de son temps. Femme d'esprit, elle propagea les idées nouvelles et s'éleva contre le pouvoir et l'injustice.

Editions Syros Alternatives, 6 rue Montmartre, 75001 Paris. 95F

Histoires vraies
Collection pour enfants à partir de 9 ans





Voici la suite de cette collection de récits destinée aux enfants. Ces récits concernent cette fois les ramoneurs : *Les cordées de Paris*, les verriers : *Les jumeaux de Carmaux*, les mousses : *Frères du vent*, et les gens du cirque : *Les princes du rire*. Tous ces livres sont disponibles à la librairie de Gavroche.





Revues

Mémoires d'Ardèche, Temps présent.

Maurice Boulle nous a fait parvenir quelques cahiers de Mémoires d'Ardèche sur lesquels nous aurons certainement l'occasion de revenir.

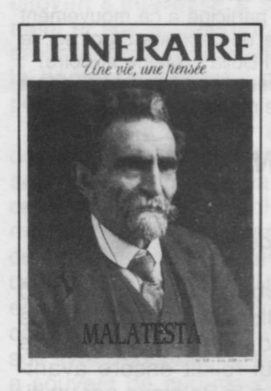
Les numéros 21 et 22 (février et mai 1989) sont consacrés à l'Enseignement en Ardèche sous le titre : Le chemin des écoliers.

Avec le numéro 23 d'août, "Entrez dans la danse..." nous entrons dans l'histoire des fêtes et jeux en Ardèche.

Enfin, le numéro 24 (Bicentenaire oblige !) "La Révolution en marche !" traite des cahiers de doléances, de la garde nationale, et des savants ardéchois.

Le numéro 45F.

Archives de l'Ardèche, Place A.Malraux 07000 Privas.



Itinéraire — Une vie, une pensée.
N° 5/6 — Malatesta.

Ce double numéro est entièrement consacré à Enrico Malatesta, militant anarchiste italien né en 1853 et mort en 1932. Sa vie est retracée à travers une suite d'articles, de la Première Internationale à la montée du fascisme italien, en passant par l'exil, la semaine rouge d'Ancône, la lutte contre la guerre et le fascisme. Cet ensemble est complété par une iconographie importante et une bibliographie.

Vivent les Suisses !...

Le 26 novembre dernier, à l'initiative des *Jeunesses socialistes*, nos amis Suisses se rendirent aux urnes pour participer à une votation destinée à savoir s'ils étaient "pour une Suisse sans armée". Question à la fois surprenante et séduisante à laquelle plus du tiers des électeurs répondirent "oui" à la surprise générale.

Comme vous l'imaginez, nous sommes entièrement d'accord avec une telle initiative que nous souhaiterions voir s'exprimer également chez les jeunes de notre pays. Même si ses détracteurs affirment que sans son armée de milice, la Suisse "perdrait la place qu'elle peut jouer dans les négociations visant au désarmement mondial" et "serait contrainte de se ranger aux côtés d'un bloc quelconque, menaçant ainsi son indépendance politique" (Le Messager Suisse, octobre 1989). La réponse n'est-elle pas : supprimons les armées, et nous supprimerons la guerre !

Pour en savoir plus, vous pouvez vous reporter au N°40 de la revue **Damoclès** dont le dossier principal : *Une Suisse sans armée ?* répond à l'ensemble des questions que l'on peut se poser.

G.P.



Le Conquérant : gravure sur bois par Hermann-Paul (1919)

AIDEZ-NOUS A NOUS FAIRE CONNAITRE !

J'abonne à partir du numéro 50, contre la somme de 150 francs.

M., Mme, Mlle .... Prénom ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Veuillez m'adresser le **cadeau** suivant.

❐ La série des 4 dossiers d'histoire populaire :
1 — Luttes ouvrières du XVI[e] au XX[e] siècle (158 p.)
2 — Les paysans : vie et luttes du Moyen Age au 1[er] Empire (160 p.)
3 — Courrière 1906, 1 100 morts : Crime ou catastrophe ? (155 p.)
4 — Les années munichoises 1938-1940 (245 p.)

❐ Une collection de **GAVROCHE** parmi les années suivantes :
1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987
(indiquer l'année choisie)

Mon adresse : ....

....

Règlements à **Editions Floréal** — BP 872 — 27008 Evreux Cedex

Le Mouvement social
N°149 Octobre Décembre 1989

Mise en scène et vulgarisation : l'Exposition Universelle de 1889 sous la direction de Madeleine Rebérioux. Numéro consacré entièrement à la gigantesque Exposition du Centenaire.
Le numéro 63F.
Les Editions Ouvrières, 47 rue Servan, 75011 Paris.

Le Pâle — Ici
Journal idiot-actif des Hurons et des Francs-Tireurs

Gavroche a reçu le numéro 3 de cette revue ou l'humour fraye avec la satire : Bicentenaire et Révolutions, les Hurons vous disent pourquoi ils n'ont pas la maladie ! Tout un programme.
Bienvenue et bon vent aux Hurons malicieux...
Le numéro 20F
Le Pâle-ici BP 214, 79200 Parthenay.



Les cartes postales stupides

Texte de la carte :

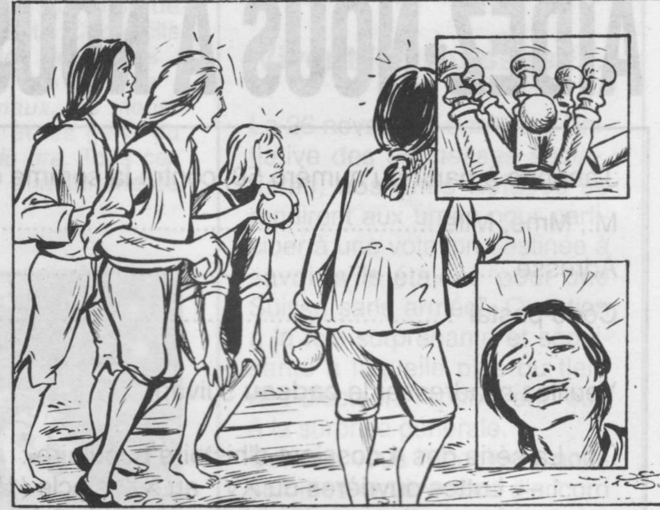
Les litanies en 1905
Mon Dieu,
protégez la France !
Délivrez la des voleurs !
Délivrez la des empoisonneurs !
des Allemands, des Anglais, des Juifs,
de leurs agents les gréviculteurs,
des athées,
de toute la vermine politicienne.
Mon Dieu,
protégez la France !

Qui oserait proférer de telles paroles de nos jours ?

Nous reportons au prochain numéro notre rubrique :
L'Amateur de Livres que nous n'avons pu faire paraître faute de place !







Après le retour de la famille royale à Paris, où l'Assemblée vint aussi siéger dans le manège des Tuileries, la Révolution subit un temps d'arrêt. Il n'en fut pas de même pour la famine. Le travail avait repris faiblement : nous chômions encore un jour sur six. Mais la mère Bélat avec son rouet, moi avec ma varlope, nous arrivions à joindre les deux bouts. Le cordonnier Michu m'invitait parfois à entrer dans son échoppe à prendre un verre de vin avec lui et parler politique. Quelquefois le dimanche, il m'invitait à faire une partie de boules avec Laurier. "Ce jeu-là, disait le joyeux compagnon, c'est l'image de la Révolution. La boule c'est nous, le peuple... Tiens ! Tu vas voir... encore un tyran de renversé !". Il riait et les autres faisaient écho.

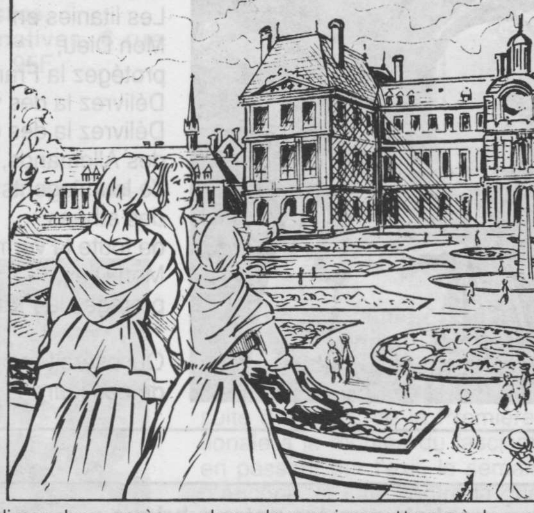






Pour ma part, j'aimais mieux aller dans le faubourg Saint-Jacques où habitaient Mme Lantier et sa fille Marie-Anne. Chez elles tout en leur parlant ou les écoutant, je considérais le misérable mobilier : deux chaises dépaillées, une table en bois blanc, un grand lit très propre, une malle servant de commode et de siège, un petit poêle de fonte et un vieux coucou dont le tic-tac mélancolique semblait répéter : "Travaille ! travaille !". Marie-Anne qui travaillait à la fabrication des allumettes me disait que les vapeurs du soufre l'avaient beaucoup incommodée mais qu'elle s'y était faite. En moi-même je pensais : "Il faut qu'elle fasse autre chose". Alors l'idée me vint que si Marie-Anne savait lire et écrire elle pourrait plus facilement trouver un emploi. "Savoir lire ! Ce serait magnifique !" fit Marie-Anne en battant des mains.

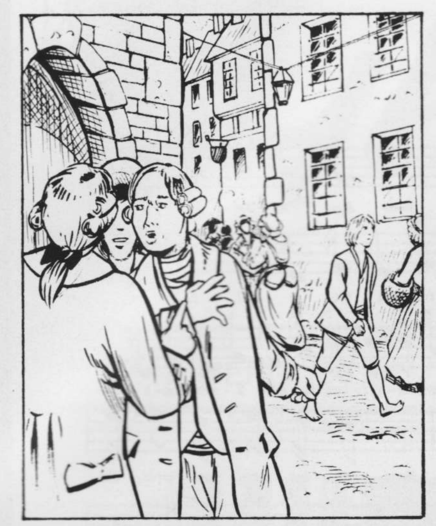








C'est ainsi que tous les dimanches, après déjeuner, je vins m'installer dans le logis de Mme Lantier pour donner mes leçons. Parfois nous allions nous promener vers le Luxembourg. J'aurais aimé les emmener dans les guinguettes où les amoureux allaient manger une gibelotte et le dimanche soir, danser au son du violon. Quand Marie-Anne m'arrêtait devant la statue d'un roi ou d"une reine je lui disais ce que j'en savais. Mais Mme Lantier concluait : "Qu'est-ce que cela peut bien nous faire à nous pauvres gens !". Je trouvais qu'elle avait raison, que la véritable histoire devait être celle du peuple, avec ses idées et ses moeurs.







Pendant ce temps là, je ne m'occupai ni du *veto*, ni des complots des nobles, ni même de l'arrestation du marquis de Favras dont tout le monde s'entretenait dans Paris. La cour n'avait pas désarmé un seul instant et nul ne pouvait encore dire qui l'emporterait d'elle ou de la Révolution. Le peuple n'avait pas encore recueilli les fruits espérés, si ce n'est dans les campagnes où, grâce à leur initiative énergique, les paysans se trouvaient définitivement exonérés du servage, de la dîme et des corvées. Quant aux ouvriers des villes, leur situation matérielle n'avait pas changé; au contraire, la crise causée par l'émigration et les intrigues de la noblesse faisait péricliter certaines industries et rendait très précaire la situation des salariés.

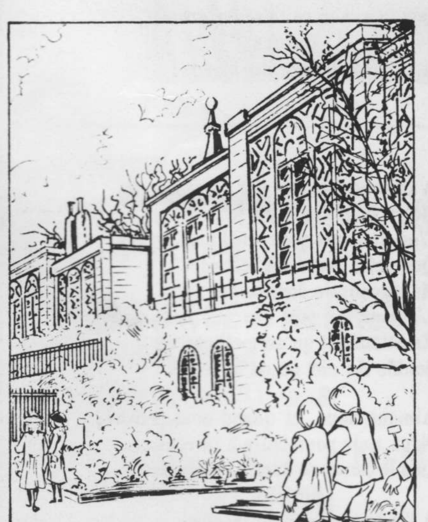








Au point de vue politique, tous ceux qui ne pouvaient payer une contribution équivalente à trois journées de travail se trouvaient englobés dans la catégorie des citoyens *passifs*, c'est-à-dire exclus de la garde nationale, des urnes et de toute participation à la vie publique. Lance qui se trouvait dans cette classe disait que si cette inégalité persistait, le peuple finirait par devenir ennemi de la Révolution. Le père Maréchal et Anaxagoras faisaient partie des citoyens actifs qui choisissaient des électeurs à raison de un par mille citoyens. Ces électeurs nommaient les députés. Les *passifs* n'étaient pas la majorité de la nation, mais ils n'en avait pas moins le droit de protester contre leur évincement. Ils avaient, pour se soulager, des clubs comme celui des *Enfants de la Liberté* ou celui des *Cordeliers*, ouverts à tous et où le premier venu pouvait aller exposer ses idées.





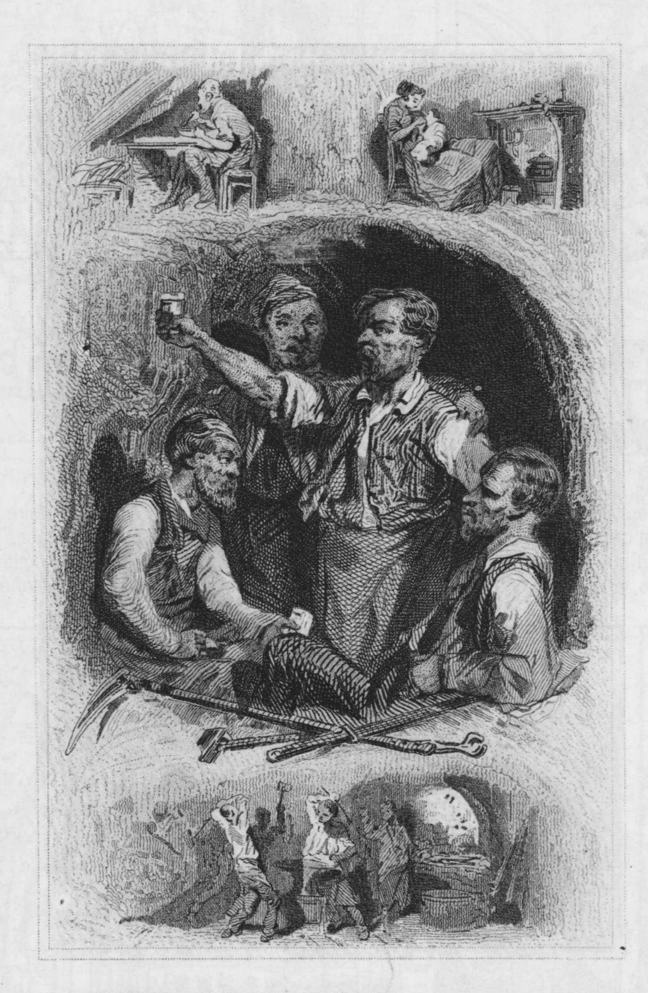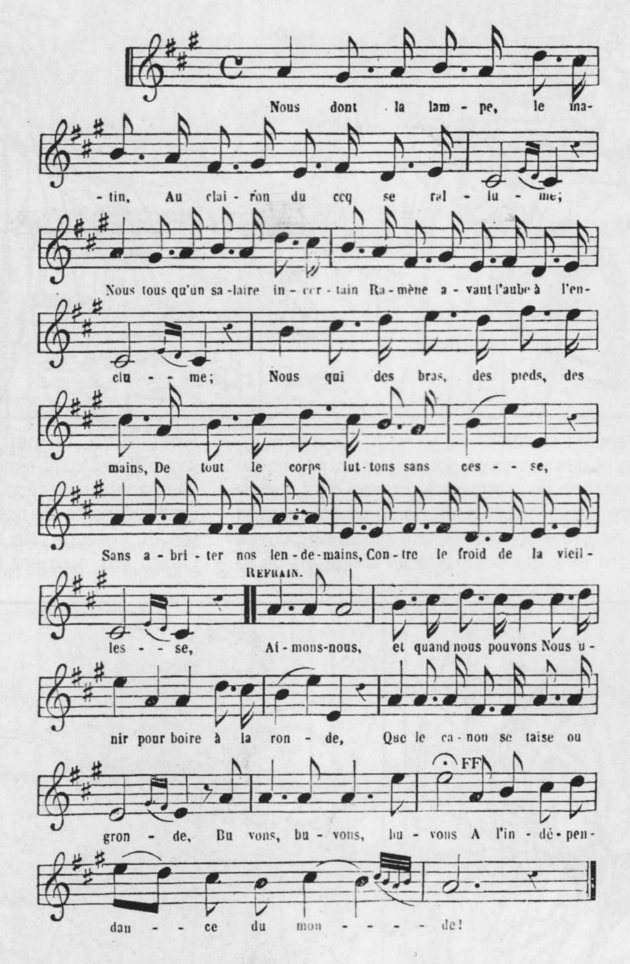




Un dimanche de février nous visitâmes au Jardin des Plantes, le labyrinthe avec son belvédère d'où nous dominions Paris, puis les serres et la façade du Museum près de laquelle s'élevait la statue de Buffon. Nous admirâmes aussi emprisonnés derrière leurs grilles quelques animaux à plumes ou à poil, que je ne connaissais jusqu'ici que par les gravures. Puis nous nous rendîmes avec Mme Lantier et Marie-Anne chez la mère Bélat qui nous avait invités. Très attendrie et voulant nous rendre joyeux, la mère Bélat chanta au dessert une chanson du vieux temps qui retraçait les peines et les joies d'un pauvre ménage d'artisans. Tout attendris, nous l'accompagnions au refrain.

LE CHANT DES OUVRIERS

DE PIERRE DUPONT.





LE CHANT DES OUVRIERS.

1816.

Nous dont la lampe, le matin,
Au clairon du coq se rallume ;
Nous tous qu'un salaire incertain
Ramène avant l'aube à l'enclume ;
Nous qui des bras, des pieds, des mains,
De tout le corps luttons sans cesse,
Sans abriter nos lendemains
Contre le froid de la vieillesse,

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde !

Nos bras, sans relâche tendus,
Aux flots jaloux, au sol avare,
Ravissent leurs trésors perdus,
Ce qui nourrit et ce qui pare :
Perles, diamants et métaux,
Fruit du coteau, grain de la plaine.
Pauvres moutons, quels bons manteaux
Il se tisse avec notre laine !

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde!

Quel fruit tirons-nous des labeurs
Qui courbent nos maigres échines ?
Où vont les flots de nos sueurs?
Nous ne sommes que des machines.
Nos Babels montent jusqu'au ciel,
La terre nous doit ses merveilles :
Dès qu'elles ont fini le miel,
Le maître chasse les abeilles.

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde!

Au fils chétif d'un étranger
Nos femmes tendent leurs mamelles,
Et lui, plus tard, croit déroger
En daignant s'asseoir auprès d'elles ;
De nos jours, le droit du seigneur
Pèse sur nous plus despotique :
Nos filles vendent leur honneur
Aux derniers courtauds de boutique.

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde!

Mal vêtus, logés dans des trous,
Sous les combles, dans les décombres
Nous vivons avec les hiboux
Et les larrons amis des ombres ;
Cependant notre sang vermeil
Coule impétueux dans nos veines ;
Nous nous plairions au grand soleil
Et sous les rameaux verts des chênes.

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde!

A chaque fois que par torrents
Notre sang coule sur le monde,
C'est toujours pour quelques tyrans
Que cette rosée est féconde;
Ménageons-le dorénavant,
L'amour est plus fort que la guerre.
En attendant qu'un meilleur vent
Souffle du ciel ou de la terre,

Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde,
Buvons
A l'indépendance du monde!

